INSTITUTION DU MEDIATEUR DU ROYAUME

Bulletin de veille documentaire

Année 4, N° 46 - DECEMBRE 2017

Sommaire

Page

I. Actualités – Presse 4

- Actualités - Presse marocaine 4
  - Accès à l'information 4
  - Administration électronique et dématérialisation 5
  - Assistance judiciaire 5
  - Développement humain 6
  - Droits de l'Homme 6
  - Exécution de jugements et contentieux 7
  - Gouvernance et intégrité 8
  - Médiation 9
- Actualités - Presse étrangère 10
  - Accès à l'information 10
  - Administration électronique et dématérialisation 11
  - Assistance judiciaire 12
  - Droits de l'Homme 12
  - Gouvernance et intégrité 16
  - Médiation 21

II. Veille législative et réglementaire 45

- Veille législative et réglementaire étrangère 45
  - Journal Officiel de la République Française (JORF) 45

III. Publications officielles 47

- Enquêtes 47
- Examen 48
- Guide 49
- Plan d'activité 50
- Rapports annuels d'activité 51
  - Médiateur provincial 51
  - Médiateur sectoriel 53
- Rapport d'intervention 55
- Rapport d'investigation 58

IV. Veille jurisprudentielle 60
- Jurisprudence administrative étrangère 60

V. Dernières parutions 68
- Nouveautés papier 68
  - Editions nationales 68
    - ✓ Livres 68
  - Editions étrangères 75
    - ✓ Livres 75
- Nouveautés numériques 85
  - Nouveauté nationale 85
    - ✓ Application mobile 85
  - Nouveautés étrangères 86
    - ✓ Applications mobiles 86
    - ✓ Film documentaire web 88
    - ✓ Site web 89

I- Actualités - Presse

• Actualités - presse marocaine

• Accès à l'information

- **A l'ère du digital, l'éducation aux médias et à l'information devient une urgence**

  Source :http://lavieeco.com/news/economie/a-lere-du-digital-leducation-aux-medias-et-a-linformation-devient-une-urgence.html (page consultée le 04/12/2017)

Le Bureau de l'Unesco pour le Maghreb a organisé, du 20 au 26 novembre, en partenariat avec la Haute autorité de la communication et de l'audiovisuel (HACA) et le Conseil national des droits de l'homme (CNDH), ainsi que plusieurs partenaires institutionnels et de la société civile au Maroc, une semaine régionale à l'occasion de la sixième édition de la Semaine internationale de l'éducation et de l'information…

- **Droit d'accès à l'information : la loi toujours en gestation**

  Source :http://www.leseco.ma/maroc/62241-droit-d-acces-a-l-information-la-loi-toujours-en-gestation.html (page consultée le 19/12/2017)

Le projet de loi 31.13 relatif au droit d'accès à l'information serait sur le point d'être définitivement adopté. Après une gestation qui n'a que trop duré, les discussions devaient être entamées hier, lundi 18 décembre, par la Commission de justice, de législation et des droits de l'Homme au parlement…

- **Parlement : la majorité allège les circuits d'accès à l'information**

  Source :http://fr.le360.ma/politique/parlement-la-majorite-allege-les-circuits-dacces-a-linformation-148439 (page consultée le 22/12/2017)

Le projet de loi relatif au droit d'accès l'information demeure inachevé, incomplet et imparfait. Chose qui l'a mis, depuis son entrée dans le circuit législatif, sous les feux de la critique, en raison des entraves qui pourraient empêcher le citoyen d'obtenir l'information…

• Administration électronique et dématérialisation

- **Renforcement de la coopération maroco-française dans le domaine de la réforme de l'administration : mise en place d'un plan d'action pour l'année 2018**

  Source :https://www.libe.ma/Renforcement-de-la-cooperation-maroco-francaise-dans-le-domaine-de-la-reforme-de-l-administration_a93194.html (page consultée le 16/12/2017)

Le Maroc et la France ont convenu de mettre en place un plan d'action relatif à la coopération dans le domaine de la réforme de l'administration pour l'année 2018.

Ce plan d'action sera élaboré par un groupe mixte qui sera créé par les départements ministériels…

- **Administration électronique : E-mtiaz 2017 récompense les meilleures initiatives**

  Source :http://aujourdhui.ma/economie/administration-electronique-e-mtiaz-2017-recompense-les-meilleures-initiatives (page consultée le 28/12/2017)

Les prix 2017 de l'administration électronique ont été remis à Rabat, mercredi 26 décembre 2017, aux lauréats de la 11ème édition d'«e-mtiaz»…

- **Promotion des services digitalisés de l'ANCFCC auprès des MRE**

  Source :https://www.libe.ma/Promotion-des-services-digitalises-de-l-ANCFCC-aupres-des-MRE_a93634.html (page consultée le 30/12/2017)

Le Ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger et des Affaires de la migration et l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie **(ANCFCC)** ont signé, jeudi à Rabat, une convention de partenariat et de coopération visant à promouvoir les services digitalisés de l'Agence auprès des usagers marocains établis à l'étranger…

• Assistance judiciaire

- **Le gouvernement espagnol approuve la signature d'un nouvel accord sécuritaire avec le Maroc**

  Source :https://www.h24info.ma/monde/gouvernement-approuve-signature-dun-nouvel-accord-securitaire-maroc/ (page consultée le 29/12/2017)

Le Conseil des ministres espagnol, réuni le 29 décembre, a autorisé la signature et l'application provisoire d'un accord entre l'Espagne et le Maroc portant sur la coopération en matière de sécurité et de lutte contre la délinquance…

• Développement Humain

- **L'Instance Nationale d'Evaluation organise un colloque international sur « L'évaluation de la recherche scientifique : Enjeux, méthodes et instruments »**

  Source :http://www.csefrs.ma/Article.aspx?id=86 (page consultée le 06/12/2017)

L'Instance Nationale d'Evaluation (INE) auprès du Conseil Supérieur de l'Education de Formation et de la Recherche Scientifique (CSEFRS), organise les 6 et 7 décembre 2017 au siège du Conseil, un colloque international sur le thème : « L'évaluation de la recherche scientifique : Enjeux, méthodes et instruments »…

• Droits de l'Homme

- **Le CNDH remet à « Archives du Maroc » plus de 17300 dossiers des archives de l'IER**

  Source :http://www.cndh.ma/fr/article/le-cndh-remet-archives-du-maroc-plus-de-17300-dossiers-des-archives-de-lier (page consultée le 09/12/2017)

Après la remise des archives de l'Instance indépendante d'arbitrage en juillet 2017, le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) a procédé le 9 décembre 2017, à Rabat, à la remise à « Archives du Maroc » de la première partie des archives de l'Instance d'équité et de réconciliation (IER), constituée de plus de 17300 dossiers, classés dans 1239 boites spéciales…

- **Présentation officielle du plan d'action national en matière de démocratie et des droits de l'Homme : Mohammed Essabbar, ' Le débat sociétal doit se poursuivre sur les questions qui divisent les Marocains'**

  Source :http://www.cndh.ma/fr/article/presentation-officielle-du-plan-daction-national-en-matiere-de-democratie-et-des-droits-de (page consultée le 13/12/2017)

Après dix ans de gestation, le plan d'action national en matière de démocratie et des droits de l'Homme (PANDDH) a fini par voir le jour. Il a été officiellement présenté le mercredi 13 décembre 2017 à Rabat…

- **Rabat : signature d'un mémorandum d'entente pour inciter des jeunes maroco-britanniques à l'engagement politique**

  Source :https://www.ccme.org.ma/fr/activites/53572 (page consultée le 15/12/2017)

M. Abdellah Boussouf, Secrétaire général du Conseil de la Communauté marocaine à l'étranger (CCME), a reçu, vendredi 15 décembre 2017 au siège du Conseil à Rabat, M.

Khalid Mahmood, membre du Parlement britannique (parti travailliste) de la circonscription de Perry Barr (Birmingham)…

- **Atelier de formation sur le mandat et le fonctionnement du Mécanisme national de prévention de la torture au Maroc**
  Source :http://www.cndh.ma/fr/actualites/atelier-de-formation-sur-le-mandat-et-le-fonctionnement-du-mecanisme-national-de (page consultée le 15/12/2017)

CNDH, en partenariat avec le bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth britannique, a organisé, du 13 et 15 décembre 2017 à l'Institut national de formation aux droits de l'Homme – Driss Benzekri (INFDH), un atelier de formation sur le mandat et le fonctionnement du Mécanisme national de prévention de la torture (MNP) au Maroc au profit de la société civile marocaine…

- **La Journée internationale des migrants**
  Source :https://www.ccme.org.ma/fr/actualites/53575 (page consultée le 18/12/2017)

La Journée des migrants a été proclamée par l'Assemblée générale le 4 décembre 2000 (résolution A/RES/55/93). Elle commémore l'adoption de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille…

• Exécution de jugements et contentieux

- **Justice : L'inexécution des jugements, bientôt une infraction pénale**
  Source :https://www.medias24.com/MAROC/DROIT/178786-Justice-L-inexecution-des-jugements-bientot-une-infraction-penale.html (page consultée le 07/12/2017)

Ne pas exécuter un jugement sera passible de sanctions pénales. L'annonce a été faite le 4 décembre par Mohamed Aujjar, Ministre de la Justice, lors de la présentation de son budget sectoriel devant la Commission de la Justice et la législation à la Chambre des conseillers…

- **Sur les neuf premiers mois de 2017 : le taux d'exécution des jugements ne dépasse pas 60%**
  Source :https://lematin.ma/journal/2017/taux-jugement-affaires-atteint-70-taux-dexecution-jugements-avoisine-60/283831.html (page consultée le 18/12/2017)

Le chantier de réforme de la justice avance à un rythme soutenu. C'est en tout cas ce qu'affirme Mohamed Aujjar. S'exprimant lors d'une conférence presse hier à Rabat, il a souligné que le Ministère de la justice s'est attelé à mettre en œuvre une feuille de route dont l'objectif ultime est la garantie d'une justice transparente, efficiente et efficace…

- **La détention préventive, pierre d'achoppement du système judiciaire marocain**

  Source :https://www.libe.ma/La-detention-preventive-pierre-d-achoppement-du-systeme-judiciaire-marocain_a93307.html (page consultée le 20/12/2017)

Par ailleurs, le Ministre a fait savoir que le taux d'exécution des jugements rendus durant les neuf premiers mois de 2017 a atteint 92,51 % des affaires pour les tribunaux de première instance, 86,74 % pour les tribunaux de commerce et 75,92 % pour les tribunaux administratifs…

• Gouvernance et intégrité

- **Atelier de formation autour du thème « Renforcement de l'intégrité au sein des forces de sécurité : planification et prise de décision »**

  Source:http://www.icpc.ma/wps/portal/detail_actualites/?WCM_GLOBAL_CONTEXT=/wps/wcm/connect/internet+icpc_fr/ICPC/Accueil/Actualites/atelier dcaf (page consultée le 05/12/2017)

L'Instance Centrale de Prévention de la Corruption organise, en collaboration avec le Centre pour le Contrôle de la Démocratie pour les Forces Armes de Genève (DCAF), un atelier de formation autour du thème « Renforcement de l'intégrité au sein des forces de sécurité : planification et prise de décision » et ce, du 05 au 08 décembre 2017…

- **2ème édition de la Conférence des états parties à la convention Arabe de lutte contre la corruption**

  Source:http://www.icpc.ma/wps/portal/!ut/p/c5/04_SB8K8xLLM9MSSzPy8xBz9CP0os3h3A9NAFzdTEwN3R3MDA09PE-eQIHN3AwMTI_1wkA7cKgxMIfIGOICjgb6fR35uqn6kfpQ5LlO8LQz1I3NS0xOTK_ULsrPTnNMVFQG8UG8V/dl3/d3/L0lJSklna2shL0lCakFBTXlBQkVSQ0lBISEvWUZOQzFOS18yN3chLzdfRzA1UURGNTQwR0E3MDBJSTRDVFI3RzBLODE!/?WCM_PORTLET=PC_7_G05QDF540GA700II4CTR7G0K81000000_WCM&WCM_GLOBAL_CONTEXT=/wps/wcm/connect/internet+icpc_fr/icpc/accueil/actualites/conf+etats+parties (page consultée le 06/12/2017)

Le Royaume du Maroc ainsi que de nombreux pays arabes ont participé à la deuxième session de la Conférence des Etats parties à la Convention arabe contre la corruption qui a démarré hier, 5 décembre 2017, au siège de la Ligue arabe au Caire…

- **La régulation et la convergence entre télécoms et médias en débat à l'IIC à Washington**

  Source :http://www.haca.ma/ (page consultée le 07/12/2017)

Du 4 au 6 décembre, au siège d'un grand industriel américain de la téléphonie, à Washington, l'Institut International des Communications (**IIC**) a réuni plus d'une centaine d'experts, majoritairement américains, de responsables gouvernementaux

américains, d'industriels des télécoms et des médias, en plus de régulateurs et de grands managers des holdings mondiaux du numérique et des réseaux dits sociaux…

- **Élection de M. Jamal Eddine Naji Président du réseau ORBICOM des chaires UNESCO en communications**
  Source :http://www.haca.ma/ (page consultée le 08/12/2017)

Les quelque 300 membres du Réseau International « ORBICOM » des Chaires UNESCO en Communications ont élu, en Assemblée Générale, le 8 décembre, Pr. Jamal Eddine NAJI, Président de cette organisation non gouvernementale internationale, créée en 1997 à l'initiative de l'UNESCO et de l'Université du Québec à Montréal, UQAM, siège du réseau…

• Médiation

- **وسيط المملكة يبحث مع الوزير بنعبد القادر تفعيل مضامين تقرير المؤسسة برسم 2016**
  Source:http://bayanemarrakech.com/%D9%88%D8%B3%D9%8A%D8%B7-%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%85%D9%84%D9%83%D8%A9-%D9%8A%D8%A8%D8%AD%D8%AB-%D9%85%D8%B9-%D8%A7%D9%84%D9%88%D8%B2%D9%8A%D8%B1-%D8%A8%D9%86%D8%B9%D8%A8%D8%AF-%D8%A7%D9%84%D9%82%D8%A7/ (page consultée le 15/12/2017)

استقبل النقيب عبد العزيز بنزاكور، وسيط المملكة، اليوم الجمعة بالرباط، السيد محمد بنعبد القادر، الوزير المنتدب لدى رئيس الحكومة المكلف بإصلاح الإدارة والوظيفة العمومية، وذلك في إطار التفاعل مع مضامين تقرير المؤسسة برسم سنة 2016...

- **Médiation institutionnelle et gouvernance territoriale**
  Source:https://www.libe.ma/Mediation-institutionnelle-et-gouvernance-territoriale_a93169.html (page consultée le 16/12/2017)

Une rencontre de communication a été organisée, mercredi au siège de la préfecture de FahsAnjra à Tanger sous le thème "La médiation institutionnelle, pilier de la gouvernance territoriale", à l'initiative de la délégation régionale de l'Institution du Médiateur du Royaume…

• Actualités - presse étrangère

• Accès à l'information

- **Canada - Le Ministère de la Voirie de la Saskatchewan élu Ministère du secret**
  Source :http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1070350/conflit-interet-corruption-journalistes-code-du-silence (page consultée le 30/11/2017)

Le manque de transparence du Ministère de la Voirie et de l'Infrastructure de la Saskatchewan est dénoncé par l'Association canadienne des journalistes et d'autres groupes de journalistes, qui lui décernent le prix du Code du silence 2017…

- **Canada - Le bâillon pour imposer le projet de loi sur la... transparence**
  Source :http://www.journaldemontreal.com/2017/12/05/le-baillon-pour-le-projet-de-loi-federal-sur-la-transparence (page consultée le 05/12/2017)

Le débat entre les élus fédéraux à savoir si la réforme libérale de la Loi sur l'accès à l'information va aider ou nuire aux problèmes de transparence a dû cesser prématurément mardi, conséquence du bâillon imposé par le gouvernement Trudeau…

- **Québec - Enfin de l'information pour le patient**
  Source :http://www.lapresse.ca/debats/editoriaux/ariane-krol/201712/13/01-5147069-enfin-de-linformation-pour-le-patient.php (page consultée le 14/12/2017)

Les Québécois pourront voir leurs résultats de tests et leurs ordonnances de médicaments en ligne d'ici l'été prochain, a annoncé le Ministre de la Santé, Gaétan Barrette, cette semaine. On est encore bien loin du dossier médical complet, mais c'est un premier pas vers le patient…

- **Canada - La Commission d'accès à l'information satisfaite des conclusions du rapport de la Commission Chamberland**
  Source :http://www.newswire.ca/fr/news-releases/la-commission-dacces-a-linformation-satisfaite-des-conclusions-du-rapport-de-la-commission-chamberland-664457793.html (page consultée le 15/12/2017)

La Commission d'accès à l'information a pris connaissance avec intérêt du Rapport de la Commission d'enquête sur la protection de la confidentialité des sources journalistiques, rendu public hier, et se dit satisfaite de ses conclusions…

• Administration électronique et dématérialisation

- **Les Français avides de transformation numérique des services publics**
  Source :https://www.lemondeinformatique.fr/actualites/lire-les-francais-avides-de-transformation-numerique-des-services-publics-70192.html (page consultée le 05/12/2017)

D'après le 3ème Baromètre Digital Gouv d'Ipsos réalisé pour SopraSteria en France, en Allemagne, en Norvège et au Royaume-Uni, plus de 70% des citoyens de ces pays estiment que le développement des services numériques publics est prioritaire…

- **Algérie - Amélioration du service public grâce aux TIC**
  Source :http://www.lnr-dz.com/index.php?page=details&id=72271 (page consultée le 21/12/2017)

L'année 2017 a connu une nette accélération dans la mise en œuvre des mesures visant à rapprocher davantage l'administration du citoyen en assurant un service public de qualité. Ainsi, il est désormais possible pour le citoyen de demander des documents administratifs sans avoir à se déplacer, grâce aux portails électroniques…

- **Tunisie : Un identifiant unique pour chaque citoyen est désormais une priorité**
  Source :https://directinfo.webmanagercenter.com/2017/12/28/tunisie-un-identifiant-unique-pour-chaque-citoyen-est-desormais-une-priorite/ (page consultée le 28/12/2017)

La mise en place d'un identifiant unique pour chaque citoyen constitue désormais une priorité absolue afin de booster et faciliter les transactions électroniques, a affirmé le directeur général de l'Unité de l'Administration électronique au sein de la Présidence du gouvernement Khaled Sallami…

- **Tunisie - L'administration électronique permettra de mobiliser 60 milliards de dinars**
  Source :http://www.leconomistemaghrebin.com/2017/12/28/administration-electronique/ (page consultée le 28/12/2017)

L'administration électronique permettra de fournir des recettes financières de 62 milliards de dinars sur une période estimée entre 10 et 15 ans, déclare le Directeur général de l'Ecole nationale des finances, Abdelkader Labaoui aux médias…

• Assistance judiciaire

- **Côte d'Ivoire - Les chefs des juridictions détachées réfléchissent sur les modalités de l'assistance judiciaire**

  Source :https://news.abidjan.net/h/627434.html (page consultée le 12/12/2017)

Les chefs des juridictions et responsables des sections détachées des tribunaux de première instance de Côte d'Ivoire réfléchissent depuis lundi, dans le cadre d'un séminaire organisé à Yamoussoukro, sur les dispositions et les nouvelles modalités d'assistance judiciaire, après la prise, en octobre 2016, d'un décret portant décentralisation des bureaux d'assistance judiciaire…

- **Suisse - L'accès aux tribunaux devrait être facilité**

  Source :https://www.24heures.ch/suisse/acces-tribunaux-devrait-facilite/story/29660313 (page consultée le 13/12/2017)

L'argent ne devrait plus bloquer l'accès aux tribunaux. Les sénateurs ont tacitement accepté mercredi une motion du Conseiller aux Etats Claude Janiak (PS/BL) visant à réduire les avances de frais judiciaires…

• Droits de l'Homme

- **Belgique - Unia[1] : Le vote des personnes handicapées compte pendant les élections**

  Source :http://www.unia.be/fr/articles/campagne-dunia-sur-le-droit-de-vote-des-personnes-handicapees (page consultée le 29/11/2017)

2018 et 2019 seront des années électorales. À l'occasion de la Journée internationale des personnes handicapées, ce 3 décembre, Unia lance une nouvelle campagne destinée à sensibiliser tous les citoyens au droit de vote pour tous…

- **AEDH[2] - Déclaration conjointe des ONG à l'appui de la base de données des droits de l'homme des Nations Unies sur les activités commerciales liées aux colonies de peuplement dans le territoire palestinien occupé**

  Source :http://www.aedh.eu/Nouvel-article,3930.html (page consultée le 01/12/2017)

En Décembre 2017, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme (HCDH) prévoit de publier une base de données listant les compagnies qui ont permis, facilité, bénéficié, directement ou indirectement, de la construction et de la croissance des colonies sur les Territoires palestiniens occupés…

---

[1] Centre interfédéral pour l'égalité des chances.

[2] Association Européenne pour la défense des Droits de l'Homme.

- **FIDH[3]- France - Etat d'urgence : des mesures déclarées anti-constitutionnelles**

  Source :https://www.fidh.org/fr/qui-sommes-nous/le-mouvement-mondial-des-droits-humains/le-mouvement-fidh/etat-d-urgence-des-mesures-declarees-anticonstitutionnelles (page consultée le 04/12/2017)

L'État d'urgence a été levé au 1er novembre dernier, pour être immédiatement remplacé par un régime d'exception permanent, inspiré de plusieurs dispositions appliquées pendant une durée inédite de près de deux ans. La Ligue des droits de l'Homme a dénoncé avec constance les restrictions…

- **Belgique - Unia[4] réagit au rapport FRA[5] sur les discriminations des citoyens européens d'origine nord-africaine et turque**

  Source :http://unia.be/fr/articles/unia-reagit-au-rapport-fra-sur-les-discriminations-des-citoyens-europeens-dorigine-nord-africaine-et-turque (page consultée le 06/12/2017)

Pour établir ce rapport, la FRA a interrogé 25.515 personnes dans les 28 États membres de l'UE. Les résultats pour la Belgique sont basés sur quelques 1.339 interviews. Il s'agit de répondants ayant des racines nord-africaines et turques des première et deuxième générations…

- **Euromed-Rights - Ahead of EU leaders meeting with Netanyahu EuroMed Rights asks to denounce Israeli government violations of human rights = EuroMed Droits[6]- Avant la tenue de la réunion des dirigeants de l'Union européenne avec Netanyahu, EuroMed Rights demande de dénoncer les violations des Droits de l'Homme commises par le Gouvernement israélien** (Traduction non-officielle)

  Source :https://euromedrights.org/publication/ahead-eu-leaders-meeting-netanyahu-euromed-rights-asks-denounce-israeli-government-violations-human-rights/ (page consultée le 07/12/2017)

EuroMed Rights and its Israeli and Palestinian member organisations sent a letter to the High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy Federica Mogherini and the Foreign Affairs Ministers of the 28 EU Member States ahead of their meeting with Israel's Prime Minister Netanyahu on 11 December…

[3] Fédération Internationale des Droits de l'Homme.

[4] Centre interfédéral pour l'égalité des chances.

[5] L'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA).

[6] Réseau Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme.

- **Euromed-Rights - Time for the EU to Counteract the US Move on Jerusalem = Il est temps pour l'Union européenne de contrecarrer l'initiative américaine à Jerusalem** (Traduction non-officielle)
  Source :https://euromedrights.org/publication/time-eu-counteract-us-move-jerusalem/ (page consultée le 08/12/2017)

EuroMed Rights condemns in the strongest possible terms the decision by the United States to recognise Jerusalem as the capital of Israel. The decision demonstrates an outright disregard for international law, as well as a violation of the international consensus…

- **AEDH[7] - Déclaration conjointe de New Europeans et de l'Association européenne pour la défense des Droits de l'Homme European**
  Source :http://www.aedh.eu/Declaration-conjointe-de-New.html (page consultée le 08/12/2017)

L'incapacité du Royaume-Uni et de l'Union européenne à assurer des garanties immédiates pour les citoyens transnationaux de l'UE cause un préjudice psychologique et constitue une violation potentielle des droits de l'Homme…

- **Belgique : Unia[8] remporte le prix de l'innovation aux E-GovAwards 2017**
  Source :http://unia.be/fr/articles/unia-remporte-le-prix-de-linnovation-aux-e-gov-awards-2017 (page consultée le 08/12/2017)

Unia a remporté ce 7 décembre le prix Agoria E-Gov dans la catégorie Innovation qui récompense plus particulièrement le module Handicap de la formation en ligne eDiv…

- **AEDH[9] - 10 décembre : La flamme vacille mais ne s'éteint pas !**
  Source :http://www.aedh.eu/10-decembre-La-flamme-vacille-mais.html (page consultée le 10/12/2017)

Alors que nous commémorons aujourd'hui le 69ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, le 10 décembre 1948, force est de constater que les droits de l'Homme subissent de toutes parts les assauts de régimes plus ou moins libéraux et l'Europe n'échappe pas à cette tendance…

[7] Association Européenne pour la défense des Droits de l'Homme.
[8] Centre interfédéral pour l'égalité des chances.
[9] Association Européenne pour la défense des Droits de l'Homme

- **“Les droits de l’homme sont en progression au Tchad” Abdel-Nasser Garboa**

  Source :http://www.journaldutchad.com/article.php?aid=11692 (page consultée le 11/12/2017)

À l’occasion de la Journée internationale des droits de l’homme, le Directeur général des droits de l’homme au Ministère de la Justice, s'exprime sur la situation des droits de l’homme au Tchad…

- **UNIA - Publication du Monitoring socio-économique 2017 : emploi et origine**

  Source :https://www.unia.be/fr/articles/publication-du-monitoring-socio-economique-2017-emploi-et-origine (page consultée le 13/12/2017)

En Belgique, l'origine détermine encore en grande partie la réussite sur le marché du travail. Ce constat répétitif est inacceptable pour Unia.

Le troisième Monitoring socio-économique (Marché de l’Emploi et Origine) vient d’être publié…

- **AEDH[10] - Politique migratoire de l’UE : le temps est venu pour un ambitieux agenda basé sur les Droits de l’Homme**

  Source :http://www.aedh.eu/EU-Migration-Time-for-an-ambitious.html (page consultée le 13/12/2017)

Les 14 et 15 décembre, les chefs d’Etats et de Gouvernements européens discuteront de la politique européenne de migration. A cette occasion, plus d’une trentaine d’organisation de la société civiles se sont réunies autour d’une déclaration commune basée sur 5 recommandations…

- **AEDH - Dans les pays de l’UE, d’année en année, le péril grandit pour les droits des travailleurs migrants**

  Source :http://www.aedh.eu/18-decembre-2017-Dans-les-pays-de.html (page consultée le 18/12/2017)

En cette journée internationale des migrants, l’Association européenne pour la défense des droits de l’Homme (AEDH) réitère son appel en direction des Etats membres et de l’Union européenne pour qu’ils ratifient la Convention sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille…

[10] Association Européenne pour la défense des Droits de l’Homme.

- **AEDH - Réfugiés soudanais torturés : Union européenne et États membres moralement responsables**

  Source :http://www.aedh.eu/Refugies-soudanais-tortures-Union,3982.html (page consultée le 23/12/2017)

Le 27 septembre dernier, l'Association Européenne pour la défense des Droits de l'Homme (AEDH) dénonçait la coopération de la Belgique, de la France et d'autres États membres de l'Union européenne avec le Soudan au détriment de toute considération…

- **Algérie - Signature d'un mémorandum d'entente entre le CNDH et l'ONSP**

  Source :https://www.alg24.net/cndh-lonsp-signent-memorandum-dentente-promotion-service-public/ (page consultée le 24/12/2017)

Un mémorandum d'entente a été signé, dimanche à Alger, entre le Conseil national des droits de l'Homme **(CNDH)** et l'Observatoire national du Service public **(ONSP)** afin de promouvoir le Service public au niveau de toutes les administrations publiques…

• Gouvernance et intégrité

- **Québec - Le numéro deux de l'UPAC quitte ses fonctions**

  Source :http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1070381/upac-forget-marcel-securite-publique-martin-coiteux-comite-surveillance-assemblee-nationale (page consultée le 01/12/2017)

L'Unité permanente anticorruption **(UPAC)** annonce la démission de son numéro deux, Marcel Forget, dans la foulée d'allégations publiées dans le Journal de Montréal.

- **Ile Maurice - Bonne gouvernance : un Integrity Officer dans chaque Ministère**

  Source :http://defimedia.info/bonne-gouvernance-un-integrity-officer-dans-chaque-ministere (page consultée le 02/12/2017)

Les différents Ministères au pays doivent dorénavant être dotés d'un Integrity Officer. Une réalisation dans le cadre de la Public Sector Business Transformation Strategy et aussi pour la pratique de bonne gouvernance…

- **Burkina Faso - Journée internationale de lutte contre la corruption : L'ASCE-LC et des OSC[11] sonnent la mobilisation contre l'impunité**

  Source :http://lepays.bf/journee-internationale-de-lutte-contre-corruption-lasce-lc-osc-sonnent-mobilisation-contre-limpunite/ (page consultée le 06/12/2017)

L'Autorité supérieure de contrôle d'Etat et de Lutte contre la corruption (**ASCE-LC**), en partenariat avec plusieurs OSC, a animé un point de presse le 5 décembre 2017 à

[11] Organisations de la Société Civile.

Ouagadougou. Il s'est agi, pour elle, de donner les grandes lignes de la commémoration de la journée du 9 décembre consacrée à la lutte contre la corruption…

- **Centrafrique : Vers l'élaboration de la stratégie nationale de bonne gouvernance**
  Source :http://www.journaldebangui.com/article.php?aid=13558 (page consultée le 06/12/2017)

Les Hauts commissaires à la bonne gouvernance réfléchissent sur la stratégie nationale de bonne gouvernance.

Huit (8) mois après la mise en place de la haute autorité à la bonne gouvernance, le chantier de cette institution est si vaste. Pour y arriver, cette institution projette se doter d'une stratégie nationale de gouvernance qui se veut inclusive et participative…

- **Tunisie - Congrès National sur la lutte contre la corruption**
  Source :https://www.tekiano.com/2017/12/07/congres-national-sur-la-lutte-contre-la-corruption/ (page consultée le 07/12/2017)

En Tunisie et depuis la révolution, une demande grandissante d'intégrité, de redevabilité et de transparence a été affirmée. Pour y répondre, des efforts ont été engagés ces six dernières années selon une approche intégrée et inclusive…

- **Côte d'Ivoire - Commémoration de la Journée Internationale Anti Corruption 9 décembre**
  Source :https://www.laminute.info/commemoration-de-la-journee-internationale-anti-corruption-9-decembre/ (page consultée le 07/12/2017)

Open Africa Initiative, l'ONG spécialisée sur l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication en partenariat avec l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique en Côte d'Ivoire organise une marche blanche à l'occasion de la commémoration de la Journée Internationale anti corruption…

- **Cameroun - Lutte contre la corruption : lancement d'une campagne dans l'Adamaoua**
  Source :https://www.cameroon-tribune.cm/articles/14708/fr/ (page consultée le 08/12/2017)

Le Cameroun se joint au reste de la communauté internationale, le samedi 09 décembre 2017, pour commémorer la journée internationale de lutte contre la corruption instituée par les Nations Unies en 2003. A cet effet, la Commission nationale anti-corruption (CONAC) marquera ce moment à travers l'organisation d'une caravane de sensibilisation anti-corruption dans la ville de Ngaoundéré, région de l'Adamaoua…

- **Tunisie - Ahmed Souab : "La non-exécution des jugements judiciaires est une forme de corruption"**

  Source :https://www.webmanagercenter.com/2017/12/09/413589/ahmed-souab-la-non-execution-des-jugements-judiciaires-est-une-forme-de-corruption/ (page consultée le 09/12/2017)

Le magistrat à la retraite Ahmed Souab a souligné que la non exécution des jugements judiciaires constitue "une des formes de la corruption", conformément au 2e article de la loi sur la dénonciation de la corruption et de protection des dénonciateurs, qualifiant cette situation de "violation de la loi, une humiliation du juge et du justiciable"…

- **Tunisie : Des récompenses pour les pourfendeurs de la corruption**

  Source :https://africanmanager.com/tunisie-des-recompenses-pour-les-pourfendeurs-de-la-corruption/ (page consultée le 09/12/2017)

L'Instance nationale de lutte contre la corruption (INLUCC) a attribué, samedi, dans le cadre des travaux du 2e congrès national de lutte contre la corruption, des prix au meilleur projet de la société civile dans les régions, à la meilleure investigation sur la corruption et au meilleur court-métrage amateur sur la thématique de la lutte contre la corruption…

- **Tunisie - Lutte anticorruption : Signature de conventions de partenariat entre l'INLUCC et plusieurs ministères**

  Source :https://directinfo.webmanagercenter.com/2017/12/09/tunisie-lutte-anticorruption-signature-de-conventions-de-partenariat-entre-linlucc-et-plusieurs-ministeres/ (page consultée le 09/12/2017)

Des conventions de partenariat ont été signées, samedi, entre l'Instance Nationale de Lutte contre la Corruption (**INLUCC**) et des ministères lors des travaux de la deuxième journée du deuxième congrès national de lutte contre la corruption…

- **Côte d'Ivoire - Katherine Brucker (Chargée d'affaires Ambassade des USA) : "Le renforcement de la bonne gouvernance est une priorité absolue"**

  Source :https://www.fratmat.info/index.php/nos-unes/katherine-brucker-chargee-d-affaires-ambassade-des-usa-le-renforcement-de-la-bonne-gouvernance-est-une-priorite-absolue (page consultée le 10/12/2017)

C'est pour pérenniser ces efforts que la jeunesse, maillon essentiel de la société ivoirienne, a été sensibilisée à la nécessité de lutter contre la corruption.

L'ambassade des USA travaille avec les autorités ivoiriennes à l'amélioration du climat des affaires…

- **Ile Maurice – Navin Beekarry : « C'est le devoir de tous de combattre la corruption»**
  Source :http://defimedia.info/navin-beekarry-cest-le-devoir-de-tous-de-combattre-la-corruption (page consultée le 10/12/2017)

« Le combat contre la corruption est l'affaire de tous. » Propos de NavinBeekarry, directeur de l'Independent Corruption Against Corruption (ICAC), lors du lancement d'une série d'activités à l'occasion de la Journée mondiale contre la corruption, célébrée le samedi 9 décembre…

- **Benin - « … par la lutte contre l'impunité on peut sortir de la pauvreté et de la mendicité »**
  Source :https://beninwebtv.com/2017/12/lutte-contre-limpunite-on-sortir-de-pauvrete-de-mendicite/ (page consultée le 11/12/2017)

« …Il faut noter que fin novembre 2016, le gouvernement béninois a opté pour l'élaboration d'un plan d'actions de promotion de l'intégrité et de lutte contre la corruption en République du Bénin, ceci à travers la moralisation de la vie publique et la lutte contre la corruption…

- **Tunisie - Décentralisation : la corruption n'est pas exclue !**
  Source :http://www.leconomistemaghrebin.com/2017/12/12/decentralisation-laccroissement-de-corruption-nest-exclu/ (page consultée le 12/12/2017)

Une nouvelle administration locale, probablement moins outillée, ne manque pas de soulever une question : la décentralisation ne va-t-elle pas favoriser la corruption vu que la relation avec les politiciens est appelée à devenir plus étroite ? Tel était l'objet du troisième panel sur le thème de la « décentralisation, intégrité et relations avec les politiques », organisé lors de la 32e édition des Journées de l'entreprise…

- **Congo : un vaccin contre la corruption**
  Source :http://fr.africanews.com/2017/12/16/congo-un-vaccin-contre-la-corruption/ (page consultée le 16/12/2017)

Pour la Rencontre pour la paix et les droits de l'homme (RPDH), le Centre d'Assistance Juridique et d'Action Citoyenne (CAJAC), constitue un créneau dont devraient ou doivent se servir les Congolais pour dénoncer la corruption et obtenir gain de cause quand leurs droits sont violés…

- **Etat de la corruption au Togo : Les propos scandaleux de EssohanaWiyao**

  Source :http://news.icilome.com/?idnews=841992&t=etat-de-la-corruption-au-togo--les-propos-scandaleux-de-essohana-wiyao (page consultée le 16/12/2017)

Le vendredi 09 décembre 2017, les Nations Unies ont célébré la journée mondiale de lutte contre la corruption. Au cours d'une activité, dans le cadre de cette journée, le Président de la Haute Autorité de Prévention et de Lutte contre la Corruption et les Infractions assimilées (Halcia) a tenu des propos pour le moins scandaleux sur la situation de la corruption au Togo…

- **Le CIO et ses partenaires internationaux créent des groupes de travail afin de lutter contre la corruption dans le sport**

  Source :https://www.olympic.org/fr/news/le-cio-et-ses-partenaires-internationaux-creent-des-groupes-de-travail-afin-de-lutter-contre-la-corruption-dans-le-sport (page consultée le 18/12/2017)

Afin d'améliorer la gouvernance et l'intégrité dans le sport, le partenariat international contre la corruption dans le sport (IPACS - international partnership against corruption in sport) – une plateforme multipartite composée du Comité international olympique **(CIO),** d'autres organisations sportives internationales, de gouvernements, et d'organisations intergouvernementales – est convenu de mettre sur pied trois nouveaux groupes de travail pour régler des questions urgentes…

- **Lutte contre la corruption : Civis Côte d'Ivoire invite les ivoiriens à l'intégrité**

  Source :https://www.fratmat.info/index.php/societe/lutte-contre-la-corruption-civis-cote-d-ivoire-invite-les-ivoiriens-a-l-integrite-2 (page consultée le 20/12/2017)

L'Organisation non gouvernementale Civis Côte d'Ivoire a organisée, ce mercredi 20 décembre 2017, à la maison de la presse à Abidjan-Plateau, une conférence-débat, dans le cadre de la lutte contre la corruption en Côte d'Ivoire…

- **Liban - Aoun exhorte les magistrats à ne pas céder face à la corruption**

  Source :https://www.lorientlejour.com/article/1090491/aoun-exhorte-les-magistrats-a-ne-pas-ceder-face-a-la-corruption.html (page consultée le 20/12/2017)

Le Président de la République libanaise, Michel Aoun, a exhorté mercredi les magistrats à ne pas céder à la corruption.

"Ne vous laissez pas dominer par les pressions et les rentrées financières", a déclaré le chef de l'Etat qui recevait une délégation des juges du Parquet financier…

- Médiation

- **المملكة العربية السعودية - ديوان المظالم يطلق خدمة إثبات الحضور للمترافعين إلكترونياً**

Source :https://www.bog.gov.sa/MediaCenter/news/Pages/news-540.aspx (page consultée le 28/11/2017)

وفقاً لخطة تسلسل خدماتها الإلكترونية أطلق ديوان المظالم اليوم خدمة إثبات الحضور للمترافعين إلكترونياً والتي تتيح الحصول على ما يثبت حضور الجلسة القضائية الكترونياً، ودون الحاجة إلى إجراءات يتخذها المترافع أمام الدائرة القضائية من طلب التوقيع أو الاعتماد من الدائرة...

- **المملكة العربية السعودية - بهدف تعزيز التواصل مع عموم المستفيدين.. ديوان المظالم يطلق خدمة "تواصل" عبر حساب مخصص على منصة تويتر**

Source :https://www.bog.gov.sa/MediaCenter/news/Pages/news-542.aspx (page consultée le 30/11/2017)

أطلق ديوان المظالم صباح اليوم خدمة تفاعلية جديدة عبر تخصيص حساب (تواصل ـ ديوان المظالم) @BogCare على منصة تويتر للتواصل الفعّال مع المستفيدين.

ويهدف إنشاء وإطلاق الحساب إلى استقبال كافة الاستفسارات من المتابعين، وأيضاً التواصل المباشر مع المستفيدين لخدمات ديوان المظالم...

- **France - Le Défenseur des Droits remet pour la 3ème édition son prix de thèse**

Source :https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/communique-de-presse/2017/11/le-defenseur-des-droits-remet-pour-la-3eme-edition-son-prix-de-these (page consultée le 30/11/2017)

Pour la 3ème année consécutive, le Défenseur des Droits, Jacques Toubon, remet, ce jour, le Prix de thèse 2017 du Défenseur des droits. Cette année, sur proposition unanime du jury, le prix est décerné à deux lauréats ex-aequo pour leurs travaux de doctorat…

- **France - Le Défenseur des Droits se félicite de la décision du Conseil constitutionnel**

Source :https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/communique-de-presse/2017/12/le-defenseur-des-droits-se-felicite-de-la-decision-du-conseil (page consultée le 01/12/2017)

Dans le cadre de sa mission de protection des libertés individuelles, le Défenseur des droits avait souligné à plusieurs reprises, l'impérieuse nécessité d'assurer un juste équilibre entre la garantie du respect des droits et libertés et les exigences légitimes de la sécurité publique…

- **France - Le Défenseur des Droits pointe de nombreux obstacles à l'intégration des réfugiés**
  Source :http://www.forumrefugies.org/%C3%AF%C2%BF%C2%BD%C3%AF%C2%BF%C2%BD%C3%AF%C2%BF%C2%BD%EF%BF%BD%E2%82%AC%C2%BDfr/s-informer/actualites/le-defenseur-des-droits-pointe-de-nombreux-obstacles-a-l-integration-des-refugies (page consultée le 01/12/2017)

Le Défenseur des droits a publié le 31 octobre 2017 un avis dans lequel il rappelle les nombreuses difficultés faisant obstacle à la bonne intégration des demandeurs d'asile et des réfugiés, et souligne les améliorations nécessaires…

- **Espagne - Andalousie - Los cuida dospaliativos, un derecho legal mente reconocido = Les soins palliatifs constituent un droit légalement reconnu** (Traduction non-officielle)
  Source :http://www.defensordelpuebloandaluz.es/actualidad/los-cuidados-paliativos-un-derecho-legalmente-reconocido (page consultée le 01/12/2017)

Los cuidados paliativos constituyen un derecho legalmente reconocido y, en el caso de Andalucía, estatutariamente consagrado…

- **France - Le Défenseur des Droits s'associe à la Journée internationale des personnes handicapées**
  Source :https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/actualites/2017/12/le-defenseur-des-droits-sassocie-a-la-journee-internationale-des-personnes (page consultée le 01/12/2017)

Comme chaque année, le Défenseur des Droits s'associe à la journée internationale des personnes handicapées, le 3 décembre. Dans le cadre de ses missions, la défense des droits des personnes handicapées tient une place toute particulière…

- **Ouganda - National Anti-Corruption Awareness Campaign Launched = La campagne nationale de sensibilisation en matière de lutte contre la corruption a été lancée** (Traduction non-officielle)
  Source :http://www.igg.go.ug/updates/news/national-anti-corruption-awareness-campaign-launched/ (page consultée le 01/12/2017)

In a collaborative approach and effort, the Anti-Corruption Agencies namely:the Inspectorate of Government (IG), Public Procurement and Disposal of Public Assets Authority (PPDA), Office of the Auditor General (OAG) , Justice Law and Order Sector (JLOS) and Directorate for Ethics and Integrity (DEI) have come together to form a syndicate to counter all forms of corruption…

- **République tchèque - Additional record in the book of births = Enregistrement supplémentaire dans le registre des naissances** (Traduction non-officielle)
  Source :https://www.ochrance.cz/en/news/press-releases-2017/additional-record-in-the-book-of-births/ (page consultée le 01/12/2017)

The ombudsman dealt with the case of a Vietnamese citizen born in 1997 in MariánskéLázně, who is interested in obtaining citizenship of the Czech Republic by declaration (possible until 21 years of age). However, the Czech Registry of Births and Deaths notified her that according to the records, she has been using a wrong surname…

- **France - " On apaise le conflit et on prend une autre route "**
  Source :https://www.lanouvellerepublique.fr/actu/on-apaise-le-conflit-et-on-prend-une-autre-route (page consultée le 02/12/2017)

La médiation s'applique à tous les cas. On apaise le conflit et on prend une autre route. Alexandre Adjiman est convaincu d'avoir opté pour le bon chemin. Après une vie professionnelle bien remplie, l'homme est, la retraite venue, devenu conciliateur de justice…

- **France - Le Médiateur du crédit incite à l'harmonisation des tarifs bancaires appliqués aux entrepreneurs**
  Source :https://www.banques-en-ligne.fr/actualites/detail.php?idactu=3393/le-mediateur-du-credit-incite-a-l-harmonisation-des-tarifs-bancaires-appliques-aux-entrepreneurs (page consultée le 03/12/2017)

Le Médiateur du crédit a pour rôle d'aider les entrepreneurs lorsque ceux-ci font face à une difficulté de financement. L'institution milite notamment pour harmoniser les frais pour les professionnels afin de rendre l'offre plus transparente, donc moins couteuse…

- **Rwanda - Ombudsman trains children on dangers of corruption = L'Ombudsman forme les enfants sur les dangers de la corruption** (Traduction non-officielle)
  Source :http://www.newtimes.co.rw/section/read/224779/ (page consultée le 03/12/2017)

The Office of Ombudsman has started a week-long nation wide campaign aimed at combating corruption ahead of International Anti-Corruption Day slated for December 9.

Childrenaged 7-18 across the country will be made aware of the various forms of corruption and how it endangers public welfare while also slowing down economic development…

- **OHADA - COTE D'IVOIRE - Lancement de la « Certification en Médiation commerciale OHADA » de l'Université Mc Gill de Montréal**

  Source :http://www.ohada.com/actualite/3879/ohada-cote-d-ivoire-lancement-de-la-certification-en-mediation-commerciale-ohada.html (page consultée le 04/12/2017)

La firme SAHARA sise à Montréal au Québec est fière de vous annoncer la mise en place en collaboration avec l'Université Mc Gill de Montréal de la « Certification en Médiation Commerciale OHADA »…

- **Haïti - L'avant-projet de la loi organique : la CSCCA passe au tamis**

  Source :http://www.lenouvelliste.com/article/179939/lavant-projet-de-la-loi-organique-la-cscca-passe-au-tamis (page consultée le 04/12/2017)

Un atelier de réflexion et d'échanges sur l'avant-projet de loi organique relative à la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (**CSCCA**) a été organisé, ce lundi, à l'hôtel Marriott. Plusieurs personnalités dont les sénateurs Jean François Sildor, Sorel Jacinthe, le Protecteur adjoint du Citoyen Fritz Jean…

- **France - Le Médiateur du Groupe ENGIE échange avec l'Association nationale des juges d'instance**

  Source :https://www.mediateur-engie.com/le-mediateur-engie-echange-avec-lassociation-nationale-juges-dinstance (page consultée le 04/12/2017)

Lors de la dernière réunion plénière du Club des Médiateurs de Services au Public, dont le Médiateur du Groupe ENGIE est membre, Monsieur Jean-Christophe GAYET, membre de l'Association Nationale des Juges d'Instance (ANJI), est intervenu pour évoquer l'imbrication entre le juge d'instance et les Modes Alternatifs de Règlement des Différends (MARD)…

- **France - La Médiation du groupe ENGIE assiste à la conférence annuelle « La médiation sous l'angle juridique »**

  Source :https://www.mediateur-engie.com/la-mediation-engie-assiste-conference-mediation-sous-angle-juridique (page consultée le 04/12/2017)

Le lundi 27 novembre, dans l'intérêt de toujours s'enrichir et d'appréhender l'évolution de la médiation sous l'empire du droit, la Médiation du groupe ENGIE a participé à une conférence organisée sous l'égide du Club des Médiateurs de Services au Public…

- **Monaco - Rencontre des Ombudsmans et Médiateurs d'Europe et d'Amérique du Nord**

  Source :https://hautcommissariat.mc/fr/actualites/rencontre-des-ombudsmans-et-mediateurs-d-europe-et-d-amerique-du-nord- (page consultée le 04/12/2017)

Les 4 et 5 décembre 2017 à Bruxelles (Molenbeek) s'est tenue pour la première fois, sous l'égide de l'Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie (AOMF), une rencontre entre les institutions publiques et indépendantes de médiation d'Europe et d'Amériques…

- **Espagne - El Defensor del Pueblo reitera su compromiso en la defensa de los derechos de las personas con discapacidad = Le Défenseur du Peuple réitère son engagement à défendre les droits des personnes en situation de handicap** (Traduction non-officielle)

  Source :https://www.defensordelpueblo.es/noticias/dia-personas-discapacidad/ (page consultée le 04/12/2017)

El Defensor del Pueblo (e.f.), Francisco Fernández Marugán, en el Día Internacional de las personas con discapacidad, ha reiterado el compromiso de la Institución que dirige con la defensa de los derechos de las personas con discapacidad…

- **Royaume-Uni-Parliamentary and Health Service Ombudsman - New data on complaints about government departments published = L'Ombudsman parlementaire et des Services de santé - De nouvelles données sur les plaintes déposées à l'encontre des départements gouvernementaux ont été publiées** (Traduction non-officielle)

  Source :https://www.ombudsman.org.uk/news-and-blog/news/new-data-complaints-about-government-departments-published (page consultée le 04/12/2017)

New data on complaints about government departments and their agencies in 2016-17 was published by the Parliamentary and Health Service Ombudsman (PHSO) today…

- **Québec - Protecteur de l'élève indépendant : à la recherche de la «meilleure solution», dit Proulx**

  Source :http://www.journaldequebec.com/2017/12/05/protecteur-de-leleve-independant-la-caq-presse-le-ministre-proulx-dagir (page consultée le 05/12/2017)

Le Ministre de l'Éducation est à la recherche de la «meilleure solution» pour améliorer le modèle actuel du protecteur de l'élève et « moderniser cette institution qui ne fonctionne pas »…

- **Première conférence commune entre l'AOMF et l'APF à Tunis les 23 et 24 novembres 2017 : « Parlementaires et médiateurs, acteurs de la bonne gouvernance »**
  Source :http://www.aomf-ombudsmans-francophonie.org/actualites/nouvelles-actualites_fr_000024_actuaomf001144.html (page consultée le 05/12/2017)

Les membres de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie **(APF)** et de l'Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie **(AOMF)** ont tenu leur première conférence commune les 23 et 24 novembre dernier à Tunis (Tunisie)…

- **Georgie - 10 December Report on the Situation of the Protection of Human Rights and Freedoms in Georgia = Le rapport du 10 Décembre sur la situation en Georgie concernant la protection des Droits de l'Homme et des Libertés** (Traduction non-officielle)
  Source :http://www.ombudsman.ge/en/reports/specialuri-angarishebi/10-december-report-on-the-situation-of-the-protection-of-human-rights-and-freedoms-in-georgia.page (page consultée le 05/12/2017)

Human Rights Day is observed by the civilised world every year on 10 December. On 10 December 1984, through the adoption of the Universal Declaration of Human Rights by the United Nations General Assembly, the Member States proclaimed the idea of respect for inherent human dignity and equality to be the common achievement of all people and nations…

- **France - 9 fiches pratiques pour agir contre les discriminations et le harcèlement dans la fonction publique territoriale - Nouvelle publication du Défenseur des Droits**
  Source :https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/actualites/2017/12/9-fiches-pratiques-pour-agir-contre-les-discriminations-et-le-harcelement-dans-la (page consultée le 06/12/2017)

Intitulée *Agir contre les discriminations et le harcèlement dans la fonction publique territoriale*, une nouvelle publication du Défenseur des droits entend sensibiliser et appuyer les élus, les services de resources humaines, et plus généralement les membres de la fonction publique territoriale, à la lute contre les discriminations et le harcèlement et à la promotion de l'égalité…

- **Luxembourg - Résumé des travaux du 6 décembre 2017**
  Source :http://www.gouvernement.lu/7599705 (page consultée le 06/12/2017)

Le Conseil a approuvé le projet de loi instituant un défenseur des droits de l'enfant, appelé "Ombudsman/fra firKanner a Jugendlecher" et portant modification 1. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; 2. de la loi modifiée du 16 décembre 2008

relative à l'aide à l'Enfance et 3. de la loi concernant le Budget des recettes et des dépenses de l'État…

- **Corée-Public institutions' overall integrity index scored 7.94 in 2017, an increase of 0.09 year on year = L'indice global d'intégrité des institutions publiques a noté 7.94 en 2017, une augmentation de 0.09 année après année** (Traduction non-officielle)
  Source :http://www.acrc.go.kr/en/board.do?command=searchDetail&method=searchDetailViewInc&menuId=020501&boardNum=67982 (page consultée le 06/12/2017)

The Anti-Corruption and Civil Rights Commission (ACRC, Chairperson Pak Un Jong) has been conducting an 'integrity assessment' every year since its introduction in 2002 in order to assess the level of integrity of public institutions and identify corruption-prone areas…

- **France - Migrants : le Défenseur des Droits s'inquiète d'une proposition de loi sur la rétention**
  Source :https://www.rtl.be/info/monde/international/migrants-le-defenseur-des-droits-s-inquiete-d-une-proposition-de-loi-sur-la-retention-977161.aspx (page consultée le 07/12/2017)

Le Défenseur des Droits Jacques Toubon s'est inquiété jeudi d'une proposition de loi permettant de placer en rétention administrative certains migrants déjà enregistrés ailleurs en Europe, y voyant "un tournant politique déplorable en termes de respect des droits"…

- **Canada - Les soins et les relations de travail sous enquête au Pavillon Duhamel**
  Source :https://www.lafrontiere.ca/actualites/2017/12/7/les-soins-et-les-relations-de-travail-sous-enquete-au-pavillon-d.html (page consultée le 07/12/2017)

Au CHSLD Pavillon Duhamel de Ville-Marie, un climat de travail questionnable et des soins dispensés à deux vitesses, dont les répercussions frôleraient la maltraitance, ont récemment été signalés au Syndicat des employés et au Protecteur du Citoyen…

- **Corée - Apply for 2018 ACRC[12] Training Course for International Anti-Corruption Practitioners = Appel à candidature pour le stage de formation 2018, qui sera organisé par L'ACRC au profit des praticiens internationaux de la lutte contre la corruption** (Traduction non-officielle)

  Source :http://www.acrc.go.kr/en/board.do?command=searchDetail&method=searchDetailViewInc&menuId=020501&boardNum=67801 (page consultée le 07/12/2017)

We are now receiving applications for the 2018 ACRC Training Course for International Anti-Corruption Practitioners to be held on 7-16 May 2018 in Korea…

- **France - exemple de médiation : Le Médiateur des Ministères économique et financier**

  Source :https://clubdesmediateurs.fr/exemple-de-mediation-le-mediateur-des-ministeres-economique-et-financier/ (page consultée le 07/12/2017)

S'agissant du recouvrement des produits des collectivités territoriales et de certains établissements publics par les comptables publics de la Direction générale des finances publiques, comme il est indiqué sur l'avis de notification d'une opposition à tiers détenteur, en cas de litige, l'usager peut saisir le Médiateur…

- **France - Régime d'asile européen - le Défenseur des Droits dénonce une proposition de loi qui permet de priver de liberté les demandeurs d'asile**

  Source :https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/communique-de-presse/2017/12/regime-dasile-europeen-le-defenseur-des-droits-denonce-une-proposition (page consultée le 07/12/2017)

Le Défenseur des Droits, Jacques Toubon, fait part de son inquiétude sur la proposition de loi « permettant une bonne application du régime d'asile européen » qui s'apprête à être discutée à l'Assemblée nationale ce jour. Il a présenté des observations à la Commission des lois dès le 29 novembre…

- **France - Grossophobie, Formation contre les discriminations, Emploi des femmes en situation de handicap, le Défenseur des Droits s'investit dans la semaine de lutte contre les discriminations de la Ville de Paris**

  Source :https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/news/2017/12/grossophobie-formation-contre-les-discriminations-emploi-des-femmes-en-situation-de (page consultée le 08/12/2017)

Après une première édition en 2016, une nouvelle semaine parisienne de lutte contre les discriminations aura lieu du 9 au 15 décembre. Le thème choisi cette année est celui des discriminations liées à l'apparence physique …

[12] Anti-Corruption and Civil Rights Commision = La Commission pour la lutte contre la corruption et les Droits civils (Traduction non-officielle).

- **France : Pour le Défenseur des Droits, « Casser le non-recours au droit est la première étape pour sortir de l'exclusion »**
  Source :https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/actualites/2017/12/pour-le-defenseur-des-droits-casser-le-non-recours-au-droit-est-la-premiere-etape (page consultée le 08/12/2017)

Le Défenseur des Droits, Jacques Toubon, ouvrait ce mercredi 6 décembre et en compagnie de Jean-Michel Hitter, Président de la Fédération de l'entraide protestante (FED) le colloque sur la très grande exclusion organisé par la FED…

- **Belgique - Le Médiateur des télécoms reçoit de plus en plus de plaintes concernant Proximus**
  Source :https://www.rtbf.be/info/economie/detail_le-mediateur-des-telecoms-recoit-de-plus-en-plus-de-plaintes-concernant-proximus?id=9784223 (page consultée le 08/12/2017)

Le service de médiation des télécoms constate que davantage de plaintes concernant l'opérateur Proximus lui ont été adressées par rapport à l'an dernier, alors qu'il avait relevé une baisse en la matière ces dernières années, a confié vendredi son Médiateur flamand Luc Tuerlinckx lors d'une émission radio à la VRT…

- **Niger - Collaborateurs et délégués régionaux du Médiateur de la République en formation à Dosso sur ''le genre et la sécurité''**
  Source :http://news.aniamey.com/h/82909.html (page consultée le 08/12/2017)

Le Médiateur de la République avec le concours du Centre pour la Sécurité, le Développement et l'Etat de Droit (DCAF), organise depuis jeudi à Dosso, une session de formation destinée à ses collaborateurs et délégués régionaux, sur le thème « genre et sécurité »…

- **Mali - Le Magazine du 09 Décembre 2017 : l'EID s'ouvre demain avec 290 demandes**
  Source :http://www.studiotamani.org/index.php/magazines/13820-le-magazine-du-9-decembre-2017-l-eid-s-ouvre-demain-avec-290-demandes (page consultée le 09/12/2017)

La 22^{è} édition de l'espace d'interpellation démocratique (**EID**) s'ouvre demain 10 décembre 2017 à Bamako. 290 demandes ont été enregistrées par le bureau du Médiateur. Les interpellations de cette année sont dominées par des affaires liées à la corruption, litiges fonciers ainsi que des demandes d'exécution de décisions de justice…

- **Corée - Press Release by the Network for Integrity on the International Anti-Corruption Day = Communiqué de presse diffusé par le Réseau pour l'Intégrité, à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la corruption** (Traduction non-officielle)

  Source :http://www.acrc.go.kr/en/board.do?command=searchDetail&method=searchDetailViewInc&menuId=020501&boardNum=67821 (page consultée le 09/12/2017)

On 9 December 2017, the anniversary of the adoption of the United Nations Convention against Corruption in 2003 in Merida, the international anti-corruption day is an opportunity to raise citizens' awareness of the consequences of corruption…

- **Kosovo - Joint declaration of the Ombudsperson and non-governmental organizations of the Republic of Kosovo = Déclaration commune de l'Ombudsman et des organisations non-gouvernementales de la République du Kosovo** (Traduction non-officielle)

  Source :http://www.ombudspersonkosovo.org/en/news/JOINT-DECLARATION-OF-THE-OMBUDSPERSON-AND-NON-GOVERNMENTAL-ORGANIZATIONS-OF-THE-REPUBLIC-OF-KOSOVO-1559 (page consultée le 10/12/2017)

Guided by the universal principles and standards on human rights and fundamental freedoms, adopted and proclaimed in: the Universal Declaration of Human Rights, the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, other international instruments as well as The Constitution of the Republic of Kosovo…

- **Mali - allocution du Médiateur de la République à l'ouverture de la 22ème session de L'EID**

  Source :http://www.mediateurdumali.com/ (page consultée le 10/12/2017)

En ce jour du 10 Décembre 2017, c'est un grand honneur et un réel plaisir, pour le Médiateur de la République du Mali, d'accueillir à la 22è Session de l'Espace d'Interpellation Démocratique **(EID)**, tant d'hôtes de marque et d'invités distingués…

- **Australie - Telecommuniactions Industry Ombudsman - Optus's enforceable undertaking to the ACCC[13] on NBN[14] speeds = L'Ombudsman de l'Industrie des Télécommunications – Engagement exécutoire pris de la part de l'opérateur Optus[15] envers la Commission australienne de la concurrence et de la consommation concernant les vitesses du Réseau national à haut debit** (Traduction non-officielle)

  Source :http://www.tio.com.au/publications/media/optuss-enforceable-undertaking-to-the-accc-on-nbn-speeds (page consultée le 11/12/2017)

The Australian Competition and Consumer Commission (ACCC) has announced Optus has agreed to offer remedies to customers who signed up for National Broadband Network (NBN) plans that could not achieve the advertised speeds…

- **Canada - Québec - Intervention à la résidence privée pour aînés Fondation Aube Nouvelle**

  Source :https://protecteurducitoyen.qc.ca/fr/enquetes-et-recommandations/rapports-d-intervention/residence-privee-aines-fondation-aube-nouvelle (page consultée le 11/12/2017)

Le Protecteur du Citoyen a reçu un signalement sur des manquements à la qualité des soins et des services concernant notamment la sollicitation financière auprès de personnes hébergées à la résidence privée pour aînés Fondation Aube Nouvelle, à Saint-Victor de Beauce…

- **Arménie - "Human Rights and Domestic Violence": a training for journalists was held in Berlin= "Droits de l'Homme et violence familiale" : une formation pour les journalists s'est tenue à Berlin** (Traduction non-officielle)

  Source :http://www.ombuds.am/en/media/lraghroghakan-ayc-berlin.html (page consultée le 12/12/2017)

From December 3 to 9, a study trip for journalists was organised to Berlin as a result of cooperation between the Human Rights Defender's Office of Armenia and the Embassy of the Federal Republic of Germany to Armenia…

[13] The Australian Competition and Consumer Commission (ACCC) = La Commission australienne de la concurrence et de la consommation. (Traduction non-officielle)

[14] National Broadband Network (NBN) = Réseau national à haut débit. (Traduction non-officielle)

[15] Optus une entreprise australienne de télécommunications… https://fr.wikipedia.org/wiki/Optus

- **Canada - Manitoba - Publication d'un rapport sur un cas d'atteinte à la vie privée**

  Source :https://www.ombudsman.mb.ca/news/news-fr/2017-12-12/ombudsman-releases-report-about-unauthorized-access-to-personal-health-information-at-manitoba-health-seniors-and-active-living.html (page consultée le 12/12/2017)

Dans le cadre de la Loi sur les renseignements médicaux personnels (LRMP), nous avons publié un rapport sur les incidents liés à l'accès non autorisé d'un ancien employé à des renseignements médicaux personnels contenus dans les bases de données de la Direction des programmes de médicaments de Santé, Aînés et Vie active Manitoba…

- **Azerbaïdjan – Legal awareness events were held on child rights = Des actions de sensibilisation juridique sur les droits des enfants ont été organisées** (Traduction non-officielle)

  Source :http://www.ombudsman.gov.az/en/view/news/930/legal-awareness-events-were-held-on-child-rights (page consultée le 12/12/2017)

On the eve of 10 December-International Human Rights Day, Ombudsman's representatives NigarAgayeva and MuradBabayev conducted trainings on child rights at several secondary schools of Baku…

- **Argentine -Ville de Posadas – Defensor Penayo : El 90 % estádis conforme con el servicio urbano = Le Défenseur Penayo : 90 % des habitants ne sont pas satisfaits du service urbain** (Traduction non-officielle)

  Source: http://www.defensoriaposadas.gob.ar/defensor-penayo-90-esta-disconforme-servicio-urbano/ (page consultée le 13/12/2017)

En diálogo con Periodismo Creíble, Alberto Penayo, Defensor del Pueblo, se refirió al pedido del aumento de boleto urbano de colectivo y destacó que ya superan las mil firmas de vecinos que están en desacuerdo con el servicio que prestan las empresas de colectivo. "El 90 % estádis conforme con el serviciourbano", sentenció…

- **Australie - L'Etat du Victoria - Sustainability of Victoria's child protection system put at risk by treatment of kinship carers : Ombudsman = La pérennité du système victorien de protection des enfants est menacée par le traitement réservé aux proches, chez qui un enfant est confié** (*prise en charge par les proches : membre de la famille ou ami*) (Traduction non-officielle)

  Source :https://www.ombudsman.vic.gov.au/News/Media-Releases/Media-Alerts/Treatment-of-kinship-carers (page consultée le 13/12/2017)

The Department of Health and Human Services has failed to act in the best interests of some of Victoria's most disadvantaged children by neglecting kinship carers, the Victorian Ombudsman has found…

- **Espagne - El Defensor del Pueblo andaluz lamenta la falta de respuestas de las instituciones ante el desafío de la inmigración = Le Défenseur du Peuple de l'Andalousie regrette le manque de réponses de la part des institutions face au défi de l'immigration** (Traduction non-officielle)

  Source :http://www.defensordelpuebloandaluz.es/actualidad/el-defensor-del-pueblo-andaluz-lamenta-la-falta-de-respuestas-de-las-instituciones-ante (page consultée le 13/12/2017)

El Defensor del Pueblo andaluz, Jesús Maeztu, ha lamentado hoy la falta de respuesta de las instituciones nacionales y supranacionales ante el desafío de la inmigración, "sin renunciar a los principios y valores que sustentan el proyecto de construcción europea"…

- **Espagne - El Defensor del Pueblo reclama mejoras en el sistema de primera acogida de inmigrantes = Le Défenseur du Peuple réclame des améliorations au dispositif de premier accueil des immigrés** (Traduction non-officielle)

  Source :https://www.defensordelpueblo.es/noticias/defensor-del-pueblo-reclama-mejoras-sistema-primera-acogida-inmigrantes/ (page consultée le 13/12/2017)

El Defensor del Pueblo (e.f.), Francisco Fernández Marugán, ha reclamado mejoras en el sistema de primera acogida de inmigrantes y ha pedido "infraestructuras adecuadas con personal y recursos" para "atender de manera eficaz las llegadas"…

- **France - Le Défenseur des Droits s'engage pour l'emploi des travailleurs handicapés**

  Source :https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/communique-de-presse/2017/12/le-defenseur-des-droits-sengage-pour-lemploi-des-travailleurs (page consultée le 13/12/2017)

Le 13 décembre 2006, l'Assemblée générale des Nations unies adoptait la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CIDPH) qui interdit toute discrimination fondée sur le handicap dans le domaine de l'emploi, en préconisant le principe de l'aménagement raisonnable…

- **المملكة العربية السعودية – رئيس ديوان المظالم يثمن صدور الأمر الملكي القاضي باستعمال الوسائل الإلكترونية في التبليغات القضائية**

  Source :https://www.bog.gov.sa/MediaCenter/news/Pages/news-547.aspx (page consultée le 14/12/2017)

ثمن معالي رئيس ديوان المظالم رئيس مجلس القضاء الإداري الشيخ الدكتور خالد بنمحمد اليوسف، صدور الأمر الملكي الكريم القاضي باستعمال الوسائل الإلكترونية في التبليغات القضائية.

وأكد رئيس ديوان المظالم أن هذا الأمر الملكي سيسهم في سرعة الفصل في القضايا وإيصال الحقوق لأصحابها وردع المماطلين...

- **Belgique - Médiateur pour les voyageurs ferroviaires : Enquête sur les droits des passagers - Partagez votre expérience !**
  Source :http://www.ombudsrail.be/fr/enquete-sur-les-droits-des-passagers-partagez-votre-experience-14-12-2017.html?IDC=118&IDD=22026 (page consultée le 14/12/2017)

L'Union Européenne est le seul endroit au monde où il existe une réglementation pour la protection des passagers voyageant en avion, en train, en bateau ou en bus.

La Cour des comptes européenne estime cependant que cette réglementation peut être améliorée et a dès lors lancé une enquête à ce sujet…

- **France - Médiateur des Entreprises - Remise du rapport du Médiateur des Entreprises**
  Source :https://www.economie.gouv.fr/rapport-2017-mediateur-des-entreprises (page consultée le 14/12/2017)

Pierre Pelouzet, Médiateur des entreprises, a présenté le 14 décembre son rapport d'activité 2017. L'année 2017 a été marquée par la poursuite de la croissance du nombre de saisines du Médiateur, qui atteindra près de 1.200 fin 2017…

- **France - Médiation du Crédit aux Entreprises - Fabrice Pesin parle de la Médiation du Crédit (vidéo)**
  Source :https://www.economie.gouv.fr/mediateurcredit/fabrice-pesin-parle-mediation-credit-video (page consultée le 14/12/2017)

Journée Crédit de l'Association Française des Crédit Managers et Conseils.

Fabrice Pesin, Médiateur National du Crédit, parle du rôle et du fonctionnement de la Médiation du Crédit aux Entreprises…

Voir la vidéo sur https://www.youtube.com/watch?v=52MhNl6ZWu8

- **Australie - Ombudsman du Commonwealth - 14 December 2017 : Ombudsman welcomes announcement by Defence[16] of the reparation payment framework for serious cases of Defence abuse = 14 Décembre 2017 : l'Ombudsman se félicite de l'annonce faite par les Forces Armées de l'Australie (ADF) concernant le cadre de paiement des réparations pour les cas sérieux d'abus émanant de l'ADF** (Traduction non-officielle)

  Source :http://www.ombudsman.gov.au/news-and-media/news/e-bulletins/commonwealth-ombudsman/ombudsman-welcomes-announcement-by-defence-of-the-reparation-payment-framework-for-serious-cases-of-defence-abuse (page consultée le 14/12/2017)

The Australian Government has introduced the ability for the Ombudsman to recommend a reparation payment in response to a report of serious abuse in some circumstances. The Ombudsman may recommend to Defence that a reparation payment be made in relation to a report of serious abuse which has been accepted…

- **Argentine - Los defensores del Pueblo de la Argentina repudiamos la brutal repression sufrida por manifestantes en el Congreso = Les Défenseurs du Peuple de l'Argentine condamnent la repression brutale subie par les manifestants devant le Congrès *[de Buenos Aires]*** (Traduction non-officielle)

  Source :http://www.defensoriaposadas.gob.ar/los-defensores-del-pueblo-la-argentina-repudiamos-la-brutal-represion-sufrida-manifestantes-congreso-nacional/ (page consultée le 141/12/2017)

La Asociación de Defensores del Pueblo de la República Argentina (ADPRA), integrada por hombres y mujeres, que defendemos la plena vigencia de los Derechos Humanos, la Constitución Nacional, el respeto por las Instituciones, por los representantes del pueblo, y por el Estado de Derecho, REPUDIAMOS enérgicamente la brutal represión sufrida, en las cercanías del Congreso Nacional, por cientos de compatriotas trabajadores…

[16] The **A**ustralian **D**efence **F**orce (Defence)… http://www.ombudsman.gov.au/__data/assets/pdf_file/0027/78840/06.-FINAL-approved-Reparation-Payment-factsheet-PDF.pdf

- **Canada - Ontario - Ombudsman to investigate incident at Niagara council meeting = L'Ombudsman procèdera à l'ouverture d'une enquête sur un incident qui a eu lieu lors de la réunion du Conseil de Niagara** (Traduction non-officielle)

  Source :https://www.ombudsman.on.ca/resources/news/press-releases/2017/ombudsman-to-investigate-incident-at-niagara-council-meeting (page consultée le 14/12/2017)

Ontario Ombudsman Paul Dubé today informed the Regional Municipality of Niagara that he will conduct a formal investigation into an incident at a council meeting on December 7, when a journalist and a citizen blogger were reportedly asked to leave the premises and had their property seized…

- **Croatie – Human rights have no expiration date ; they need to be better protected in elderly homes = Les Droits de l'Homme n'ont pas de date d'expiration ; ils ont besoin d'être mieux protégés dans les résidences pour personnes âgées** (Traduction non-officielle)

  Source :http://ombudsman.hr/en/all-news/news-article/1221-human-rights-have-no-expiration-date-they-need-to-be-better-protected-in-elderly-homes (page consultée le 14/12/2017)

Lack of staff in homes for older persons in long-term care as well as their lack of knowledge on human rights are the main causes of violation of rights in these institutions. The beneficiaries are satisfied with accommodation quality and they consider the staff to be the strongest link in the institutional chain, emphasised Ombudswoman Lora Vidović…

- **Croatie - Campaign "Differences are not a barrier. For a society without discrimination" = Campagne "Les différences ne constituent pas un obstacle à une société sans discrimination"** (Traduction non-officielle)

  Source :http://ombudsman.hr/en/all-news/news-article/1222-campaign-differences-are-not-a-barrier-for-a-society-without-discrimination (page consultée le 14/12/2017)

Combating discrimination and prejudice about those who are "different" is in focus of the public campaign "Differences are not a barrier. For a society without discrimination", which was launched on 1st December 2017 in the European House in Zagreb…

- **Croatie - ENNHRI[17] stresses the role of NHRIs[18] as human rights defenders = Le Réseau européen des institutions nationales des Droits de l'Homme met en exergue le rôle des institutions nationales des Droits de l'Homme en tant que défenseurs des Droits humains** (Traduction non-officielle)

  Source :http://ombudsman.hr/en/all-news/news-article/1225-ennhri-stresses-the-role-of-nhris-as-human-rights-defenders (page consultée le 14/12/2017)

At the General Assembly Meeting held in Brussels on 30 November 2017, ENNHRI members stressed, in a new statement, the role of NHRIs as human rights defenders to promote and protect a sustainable human rights environment in Europe…

- **République tchèque - Logarithmic equation in the school-leaving examination = Équation logarithmique dans l'examen de fin d'études secondaires** (Traduction non-officielle)

  Source :https://www.ochrance.cz/en/news/press-releases-2017/logarithmic-equation-in-the-school-leaving-examination/ (page consultée le 14/12/2017)

The ombudsman was notified by the professional public that students taking their school-leaving exam in the spring of 2016 had to solve a logarithmic equation as a part of the didactic test in mathematics…

- **Australie - Telecommunications Industry Ombudsman - ACCC[19] action against Optus for allegedly misleading customers about moving to the NBN[20] = L'Ombudsman de l'Industrie des Telecommunications - L'intervention de la Commission australienne de la concurrence et de la consommation à l'encontre de l'opérateur Optus concernant les clients prétendument induits en erreur en matière de transition vers le Réseau national à haut débit** (Traduction non-officielle)

  Source :http://www.tio.com.au/publications/media/accc-action-against-optus-for-allegedly-misleading-customers-about-moving-to-the-nbn (page consultée le 15/12/2017)

The action by the Australian Competition and Consumer Commission (ACCC) to take Optus to court for allegedly misleading customers about the need to move quickly from its existing HFC network to the National Broadband Network (NBN) shows that consumers need adequate notice before their service is cut off…

---

[17] European Network of National Human Rights Institutions (ENNHRI).

[18] National human rights institutions (NHRI).

[19] The Australian Competition and Consumer Commission (ACCC) = La Commission australienne de la concurrence et de la consommation. (Traduction non-officielle).

[20] National Broadband Network (NBN) = Réseau national à haut débit. (Traduction non-officielle).

- **Corée - Anti-Corruption and Civil Rights Commision - One year after the enforcement of the Improper Solicitation and Graft Act = Un an après la mise en application de la "Loi sur la solicitation incorrecte et les pots de vin"**(Traduction non-officielle)
  Source :http://www.acrc.go.kr/en/board.do?command=searchDetail&method=searchDetailViewInc&menuId=020501&boardNum=67880 (page consultée le 15/12/2017)

"One year on, the Improper Solicitation and Graft Act has brought a positive social and economic impact but lowered sales of affected industries."

The ACRC will lower the price limit on gift money at weddings and funerals to maintain its strong will of integrity, adjust the gift value limit to the minimum to protect farmers and fishermen, and further strengthen anti-corruption measures…

- **L'AOMF se forme à Bruxelles sur "les relations entre les réclamants et l'Institution de Médiation tout au long du processus de médiation"**
  Source :http://www.aomf-ombudsmans-francophonie.org/actualites/nouvelles-actualites_fr_000024_actuaomf001159.html (page consultée le 15/12/2017)

L'Association des Ombudsmans et des Médiateurs de la Francophonie (**AOMF**), avec l'appui de l'Institution du Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles qui en assume la présidence, a organisé la 20e session de formation des collaborateurs des Médiateurs membres de l'AOMF…

- **Forum Canadien des Ombudsmans - Date limite pour la demande de subvention prolongée jusqu'au 31 mars, 2018**
  Source :http://www.ombudsmanforum.ca/fr/?p=3934 (page consultée le 15/12/2017)

Le Forum canadien des ombudsmans (FCO) accorde une subvention de recherche de 10 000 $ dans le but…

- **France - Le Défenseur des Droits à la présentation des résultats du 1er «Baromètre LGBT et monde du travail », l'Autre Cercle / IFOP**
  Source :https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/actualites/2017/12/le-defenseur-des-droits-a-la-presentation-des-resultats-du-1er-barometre-lgbt-et (page consultée le 15/12/2017)

En présence de Mme Marlène Schiappa, Secrétaire d'état chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, et de Mme Anne Hidalgo, Maire de Paris, le Défenseur des Droits, M. Jacques Toubon, a participé hier soir, jeudi 14 décembre, à la présentation des résultats du 1er Baromètre LGBT et monde du travail réalisé par l'IFOP et publié par l'Autre Cercle à l'occasion de ses 20 ans…

- **Azerbaïdjan - Ombudsman continues her work in support to reforms in Juvenile Justice as an NPM[21] = L'Ombudsman continue, en tant que Mécanisme national de prevention, son travail à l'appui des réformes relatives à la Justice des mineurs** (Traduction non-officielle)
  Source :http://www.ombudsman.gov.az/en/view/news/935/ombudsman-continues-her-work-in-support-to-reforms-in-juvenile-justice-as-an-npm (page consultée le 18/12/2017)

It is the third year Ombudsman UNICEF, Academy of Justice and Police Academy continue work aimed at raising the awareness of judges, representatives of prosecutor's offices, police, justice and local executive powers on "Justice for Children" and "Juvenile Justice".

- **France - Pour le Défenseur des droits, l'affaiblissement de l'effectivité des droits des étrangers est aujourd'hui sans précédent**
  Source :https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/actualites/2017/12/pour-le-defenseur-des-droits-laffaiblissement-de-leffectivite-des-droits-des (page consultée le 18/12/2017)

En cette journée internationale des migrants, le Défenseur des droits rappelle que le respect des droits des étrangers est un marqueur essentiel du degré de protection et d'effectivité des droits et libertés dans un pays…

- **France - Médiation des entreprises : les saisines en hausse en 2017**
  Source :http://www.batiactu.com/edito/mediation-entreprises-saisines-hausse-2017-51544.php (page consultée le 18/12/2017)

D'après le bilan 2017 de la médiation des entreprises, le dispositif semble être de plus en plus connu par les entreprises françaises. Une hausse des saisines est effectivement constatée par rapport à 2016…

- **France - Résolution amiable des litiges dans la commande publique : le bilan positif du Médiateur des entreprises**
  Source :https://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer?pagename=Territoires/Articles/Articles&cid=1250280290801 (page consultée le 18/12/2017)

Le Médiateur des entreprises, Pierre Pelouzet, a rendu le 14 décembre son rapport d'activité pour l'année 2017. Selon lui, "marginale il y a cinq ans, la culture de la médiation est en train de s'installer dans notre pays"…

[21] National Preventive Mechanism.

- **Médiateur du Faso/Ministère de l'Economie : Un partenariat gagnant-gagnant pour régler les conflits**
  Source :http://www.sidwaya.bf/m-19428-mediateur-du-faso-ministere-de-l-economie-un-partenariat-gagnant-gagnant-pour-regler-les-conflits-.html (page consultée le 18/12/2017)

Le Médiateur du Faso, Saran Sérémé, a reçu en audience la Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, Adizatou Rosine Coulibaly, le lundi 18 décembre 2017 à Ouagadougou…

- **France - Les marchés publics, points noirs de la vie des entreprises**
  Source :https://www.contrepoints.org/2017/12/19/305748-marches-publics-points-noirs-de-vie-entreprises (page consultée le 19/12/2017)

Le rapport du Médiateur des entreprises, Pierre Pelouzet, donne des premiers chiffres sur ses interventions dans les conflits commerciaux. Même si on regrettera la discrétion du rapport sur ces conflits, les quelques chiffres délivrés replacent les difficultés rencontrées par les acteurs privés dans leur réalité…

- **France - Voici le "policier médiateur" dans les quartiers de Dreux**
  Source :http://www.lechorepublicain.fr/dreux/faits-divers/2017/12/19/roland-toineau-est-delegue-a-la-cohesion-police-population-depuis-le-mois-de-fevrier_12674411.html (page consultée le 19/12/2017)

Le policier à la retraite a repris du service deux jours par semaine pour jouer le rôle de médiateur dans les quartiers populaires…

- **OHADA - CAMEROUN - Douala : Lancement de la « Certification en Médiation commerciale OHADA » de l'Université Mc Gill de Montréal au Canada, du 5 au 9 mars 2018 et du 14 au 18 Mai 2018 à l'Hôtel SERENA de Bali**
  Source :http://www.ohada.com/actualite/3912/ohada-cameroun-douala-lancement-de-la-certification-en-mediation-commerciale-ohada-de-l-universite-mc-gill-de-montreal-au-canada-du-5-au-9-mars-2018-et-du-14-au-18-mai-2018-a-l-hotel-serena-de-bali.html (page consultée le 19/12/2017)

Le 15 mars 2018, entrera en vigueur l'acte uniforme relatif à la médiation commerciale de l'OHADA adopté le 23 novembre 2017 à Conakry. Sous cette perspective SAHARA organise à Douala au Cameroun, deux sessions de formation…

- **Belgique - Charleroi : 15% de plaintes en moins**
  Source :http://www.dhnet.be/regions/charleroi-centre/charleroi-15-de-plaintes-en-moins-5a38f777cd700ea8c709f29a (page consultée le 19/12/2017)

Le nombre de plaintes passe de 320 en 2015 à 271 en 2016.

Le Médiateur communal est engagé par la Ville pour recevoir les plaintes ou les demandes des citoyens envers les services communaux. Dans le rapport annuel de 2016,

on remarque une baisse de dossiers ouverts de 2015 à 2016, dans tous les services sauf le service population et la médiation de quartier…

- **Tunisie : BCE reçoit le rapport annuel de l'Institution du Médiateur administratif**

  Source :https://directinfo.webmanagercenter.com/2017/12/19/tunisie-bce-recoit-le-rapport-annuel-de-linstitution-du-mediateur-administratif/ (page consultée le 19/12/2017)

Le Président de la République, **B**éji **C**aïd **E**ssebsi a reçu, mardi, au palais de Carthage, le Médiateur administratif, Abdessatar Ben Moussa qui lui a remis le rapport annuel de l'Institution du Médiateur administratif pour l'exercice 2016…

- **France - Défenseur des Droits : un médiateur au quotidien**

  Source : https://www.ouest-france.fr/normandie/calvados/defenseur-des-droits-un-mediateur-au-quotidien-5458113 (page consultée le 19/12/2017)

Dans le Calvados, les délégués du Défenseur des Droits ont déjà traité 900 dossiers depuis le début de l'année. Ils sont disponibles partout dans le département…

- **France - AMCT[22] - Publication du rapport d'activité 2016/2017 de Danièle JAEGER-WEBER, Médiateur départemental de la Moselle**

  Source :http://www.amct-mediation.fr/publication-du-raport-dactivit%C3%A9-20162017-de-dani%C3%A8le-jaeger-weber-m%C3%A9diateur-d%C3%A9partemental-de-la (page consultée le 19/12/2017)

À ce jour, 80 dossiers ont été traités par la Médiation départementale. Une large moitié d'entre eux concerne la compétence la plus importante du Département à savoir l'action sociale. Il s'agit en priorité de questions liées aux différentes allocations…

- **Forum Canadien des Ombudsmans : Nouvel ombudsman nommé à Postes Canada**

  Source :http://www.ombudsmanforum.ca/fr/?p=3952 (page consultée le 19/12/2017)

Bill Sheffield, Président du Conseil d'administration par intérim, souhaite annoncer qu'après une belle carrière au sein de la Société, Nabil Allaf, Ombudsman à Postes Canada, prendra sa retraite au début de l'année prochaine. Bill est très heureux d'annoncer la nomination de Jean-Marc Nantais au poste d'Ombudsman. Cette nomination entre en vigueur le 1er décembre 2017…

[22] Association des Médiateurs des Collectivités Territoriales.

- **Canada -Québec - Faciliter les recours contre un agresseur : l'avis du Protecteur du Citoyen**

  Source :https://protecteurducitoyen.qc.ca/fr/enquetes-et-recommandations/rapports-speciaux/faciliter-recours-contre-agresseur-avis-du-protecteur-du-citoyen (page consultée le 19/12/2017)

Le Protecteur du citoyen a rendu public, le 19 décembre 2017, un avis sur la nécessité d'éliminer tout délai de prescription (période après laquelle une personne ne peut plus exercer de poursuite) pour les recours civils en cas d'agression sexuelle, de violence subie durant l'enfance ou de violence d'un conjoint ou d'un ex-conjoint…

- **France - Expérience et perception des discriminations en Ile-de-France ; une nouvelle publication de l'ORDIS soutenue par le Défenseur des Droits**

  Source :https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/actualites/2017/12/experience-et-perception-des-discriminations-en-ile-de-france-une-nouvelle (page consultée le 19/12/2017)

L'Observatoire régional des discriminations en Île-de-France (ORDIS) publie aujourd'hui une enquête conduite en mai 2015 sur les perceptions et l'expérience des discriminations en Île-de-France, cofinancée par le Défenseur des Droits, la région Ile de France et le CGET…

- **France - Suite à l'intervention du Défenseur des Droits, la Fédération hospitalière de France lance une enquête nationale sur l'accueil des enfants à l'hôpital**

  Source :https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/actualites/2017/12/suite-a-lintervention-du-defenseur-des-droits-la-federation-hospitaliere-de (page consultée le 20/12/2017)

Dans son rapport « *Droits de l'enfant en 2017 – Au miroir de la Convention internationale des droits de l'enfant* » sorti le 20 novembre dernier, le Défenseur des droits souligne que l'accès aux droits tous comme l'accès à l'information pour les enfants et leurs parents font parfois défaut lors d'une hospitalisation…

- **France - Le délégué du Défenseur des Droits sur le départ**

  Source :http://www.sudouest.fr/2017/12/20/le-delegue-du-defenseur-des-droits-sur-le-depart-4049926-2964.php (page consultée le 20/12/2017)

Jean Lassort prend sa retraite. Le Médiateur sera remplacé le mardi 2 janvier par Bernadette Lefebvre…

- **France - Rencontre avec Jean-Charles Bron, Médiateur de la ville de Bordeaux…**

  Source :http://www.bordeaux-gazette.com/rencontre-avec-jean-charles-bron-mediateur-de-la-ville-de-bordeaux.html (page consultée le 20/12/2017)

Dès sa prise de fonction en 1995, Alain Juppé a mis en place un service de médiation, délégation bénévole qui s'est structurée de plus en plus au fil du temps et dont le titulaire et responsable est aujourd'hui Jean-Charles Bron…

- **France - Vers un nouveau métier, le médiateur en santé**

  Source :http://www.lagazettedescommunes.com/541555/vers-un-nouveau-metier-le-mediateur-en-sante/ (page consultée le 21/12/2017)

La Haute autorité de santé vient de publier les référentiels de compétences, formation et bonnes pratiques des métiers de médiateur en santé et d'interprète linguistique. La médiation en santé portée depuis plusieurs années par les associations y trouve une vraie reconnaissance, y compris auprès de quelques collectivités locales pionnières…

- **Kosovo - The Ombudsperson published Report with Recommendations concerning restriction of the right on access to public documents = L'Ombudsman a publié un rapport comportant des recommandations au sujet des restrictions au droit d'accès aux documents publics** (Traduction non-officielle)

  Source :http://www.ombudspersonkosovo.org/en/news/The-Ombudsperson-published-Report-with-Recommendations-concerning-restriction-of-the-right-on-access-to-public-documents-1565 (page consultée le 21/12/2017)

The Ombudsperson has delivered today to the Municipality of Ferizaj, as a responsible authority, the Report with Recommendations concerning restriction of the right on access to public documents…

- **Corée - ACRC held a discussion to curb illegal rebates in the health and medical care industry on Dec. 1 = La Commission pour la lutte contre la Corruption et les Droits Civils a organisé le 1er Décembre, un débat sur la manière d'éradiquer les remises illégales dans le secteur de l'industrie pharmaceutique et médicale** (Traduction non-officielle)

  Source :http://www.acrc.go.kr/en/board.do?command=searchDetail&method=searchDetailViewInc&menuId=020501&boardNum=67984 (page consultée le 21/12/2017)

The Anti-Corruption and Civil Rights Commission (**ACRC**, Chairperson Pak Un Jong) held a discussion on how to eradicate deeply entrenched illicit rebate culture in the medical and pharmaceutical industry on December 1stat the LW Convention Grand Ballroom in Seoul…

- **Georgie - Public Defender's Statement on Incident Occurring in Kistauri Village of Akhmeta Municipality = La déclaration du Défenseur Public sur l'incident qui s'est produit au village Kistauri, Municipalité d'Akhmeta** (Traduction non-officielle)

  Source :http://www.ombudsman.ge/en/news/public-defenders-statement-on-incident-occurring-in-kistauri-village-of-akhmeta-municipality.page (page consultée le 25/12/2017)

Public Defender of Georgia Nino Lomjaria is echoing the incident that occurred in the village of Kistauri, Akhmeta municipality, and calls on the General Inspection Department of the Ministry of Internal Affairs to quickly and effectively study the case…

- **Georgie - 19-Year-Old Man Wounded during House Search in Pankisi = Un homme de 19 ans blessé lors d'une perquisition domiciliaire à Pankisi** (Traduction non-officielle)

  Source :http://www.ombudsman.ge/en/news/19-year-old-man-wounded-during-house-search-in-pankisi.page (page consultée le 26/12/2017)

The Public Defender of Georgia is echoing the reports, according to which, T.M., 19, was wounded during the search of one of the houses in the Pankisi Gorge on December 26…

- **Georgie - Public Defender's Statement on Changes Ongoing in Office = Déclaration du Défenseur Public sur les changements en cours, au sein de son Bureau** (Traduction non-officielle)

  Source :http://www.ombudsman.ge/en/news/public-defenders-statement-on-changes-ongoing-in-office.page (page consultée le 27/12/2017)

On December 27, 2017, Public Defender Nino Lomjaria held a summarizing press conference of 2017. The Public Defender spoke about the first steps taken by her, institutional development strategy and future plans, emphasizing the priority directions of the Office…

- **Suites de la formation AOMF sur la gestion des relations entre les réclamants et l'Institution de médiation tout le long du processus de médiation : le personnel du Médiateur de la République du Bénin encore plus outillé**

  Source :http://www.aomf-ombudsmans-francophonie.org/actualites/nouvelles-actualites_fr_000024_actuaomf001160.html (page consultée le 28/12/2017)

Le personnel du Médiateur de la République du Bénin est désormais outillé pour mieux gérer les relations entre les citoyens/réclamants et l'institution de médiation tout le long du processus de médiation. Une séance de restitution de la formation AOMF a été organisée à leur intention…

II- Veille législative et réglementaire

• Veille législative et réglementaire étrangère

• Journal Officiel de la République Française (JORF)

Action et comptes publics

- **Utilisation de la visioconférence pour les épreuves orales, auditions et entretiens de recrutement dans la fonction publique de l'Etat ainsi que pour les réunions de délibération des jurys, comités et commissions de sélection**

Source :https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000036252167

Décret n° 2017-1748 du 22 décembre 2017 fixant les conditions de recours à la visioconférence pour l'organisation des voies d'accès à la fonction publique de l'Etat *(JORF n°0300 du 24 décembre 2017 texte n° 32)*.

- **Compensation de la hausse de la contribution sociale généralisée au 1er janvier 2018**

Source :https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000036342240

Décret n° 2017-1889 du 30 décembre 2017 pris en application de l'article 113 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 et instituant une indemnité compensatrice de la hausse de la contribution sociale généralisée dans la fonction publique *(JORF n°0305 du 31 décembre 2017 texte n° 125)*.

Justice

- **Adaptation de la procédure prud'homale en matière de contestation des avis, propositions, conclusions écrites ou indications du médecin du travail, de partage de voix lors de l'audience du bureau de conciliation et d'orientation et de représentation des parties**

Source :https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000036211445

Décret n° 2017-1698 du 15 décembre 2017 portant diverses mesures relatives à la procédure suivie devant le conseil de prud'hommes *(JORF n°0294 du 17 décembre 2017 texte n° 5)*.

République numérique

- **Missions, composition et fonctionnement du Conseil national du numérique**

  Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000036173016

Décret n° 2017-1677 du 8 décembre 2017 relatif au Conseil national du numérique *(JORF n°0288 du 10 décembre 2017 texte n° 1).*

III- Publications officielles

Présentations établies par l'équipe de veille.

• Enquêtes

- **Revenu Québec doit considérer les situations particulières pour l'octroi de l'allocation-logement,** *enquête publiée le 4 Décembre 2017*

  Source :https://protecteurducitoyen.qc.ca/fr/enquetes-et-recommandations/resultats-d-enquetes/revenu-quebec-doit-condiserer-situations-particulieres-allocation-logement

Un prestataire de l'aide sociale qui vit seul et qui reçoit depuis plusieurs années la prestation d'allocation-logement de Revenu Québec se la voit soudain refuser. Il porte plainte au Protecteur du Citoyen…

- **Soutien à domicile : une dame exclue du programme d'aide sans justification,** *enquête publiée le 11 Décembre 2017*

  Source :https://protecteurducitoyen.qc.ca/fr/enquetes-et-recommandations/resultats-d-enquetes/soutien-domicile-dame-exclue-programme-aide-sans-justification

Après avoir reçu durant 20 ans des services de soutien à domicile, une dame atteinte de sclérose en plaques n'est plus considérée comme admissible au programme d'aide. Elle porte plainte au Protecteur du Citoyen…

- **CNESST : délais déraisonnables dans le traitement d'une réclamation pour surdité professionnelle,** *enquête publiée le 18 Décembre 2017*

  Source :https://protecteurducitoyen.qc.ca/fr/enquetes-et-recommandations/resultats-d-enquetes/cnesst-delais-deraisonnables-traitement-reclamation-surdite-professionnelle

Un homme soumet une réclamation à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail **(CNESST)** afin qu'elle lui rembourse ses prothèses auditives. Sans nouvelles de l'organisme après neuf mois, il porte plainte au Protecteur du Citoyen…

• Examen

- **Canada - Examen systémique établi par le Bureau de l'Ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels sur le « *Soutien du revenu fédéral pour les parents d'enfants assassinés ou disparus* »,** *publié en ligne le* 16 août 2017

  Source :http://www.victimesdabord.gc.ca/res/pub/SRFP-FISP/SRFP_files/SRFP-FRA.pdf

Présentation

Le Bureau de l'Ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels (BOFVAC), releveant directement du Ministre de la Justice est une ressource indépendante, chargée d'examiner plusieurs types de plaintes qui s'appliquent aux victimes d'actes criminels. Au besoin, il procède également à l'analyse et à l'examen des *«questions nouvelles et systémiques qui ont une incidence négative sur les victimes d'actes criminels au niveau fédéral » et à la promotion de « l'accès aux programmes et aux services fédéraux existants pour les victimes* ».

Le présent rapport est consacré à l'examen systémique du programme de subvention du Soutien au revenu fédéral pour les **P**arents d'**E**nfants **A**ssassinés ou **D**isparus (PEAD), mis en place le 1er janvier 2013 par le Gouvernement du Canada. Dans ce contexte et conformément à la Charte canadienne des droits des victimes, le terme 'victime' désigne « *l'enfant assassiné ou disparu, ainsi que, ou en plus, au parent ou tuteur qui souffre de la perte de l'enfant. Les termes 'parent', 'tuteur' et 'victime' peuvent être utilisés de façon interchangeable* ».

Ladite subvention se veut un soutien du revenu pour les parents et les tuteurs qui « *subissent une perte de revenu parce qu'ils s'absentent du travail* » en raison de la mort ou de la disparition de leur enfant de moins de 18 ans, entrainée par une infraction éventuelle au Code criminel.

Toutefois, la faible utilisation de la subvention en question a incité le BOFVAC à entreprendre cet examen. En effet, peu de victimes ont profité de cette subvention qui était prévue au départ pour atteindre 1000 familles par année. En avril 2014, les médias ont rapporté que seulement 12 demandes avaient été reçues, et entre la date de lancement de la subvention et la fin de l'exercice 2015-2016, les paiements de subvention réels versés aux parents s'élevaient à moins de 1% des fonds disponibles.

A l'issue de l'examen qui a permis de délimiter les facteurs ayant empêché les victimes de profiter du programme de subvention pour les PEAD, le BOFVAC a formulé des recommandations au gouvernement fédéral pour une meilleure accessibilité.

Les 15 recommandations présentées par l'Ombudsman s'articulent autour de trois points importants à savoir :

- ✓ Améliorer le processus de demande et l'aide aux victimes ;
- ✓ Accroître la souplesse du programme et élargir les conditions d'admissibilité ;
- ✓ Examiner les obstacles possibles à la participation et les perspectives d'avenir quant aux moyens de mieux soutenir les victimes d'actes criminels.

• Guide

- **AOMF - Guide pédagogique pour les droits de l'enfant,** *publié le 4 septembre 2017*

  Source :http://www.aomf-ombudsmans-francophonie.org/actualites/nouvelles-actualites_fr_000024_actuaomf001090.html

Présentation

Le présent guide a été développé par le Comité sur les droits de l'enfant de l'Association des Ombudsmans et Médiateurs Francophones (AOMF). Celle-ci dont la création remonte à 1998, vise à promouvoir le rôle des Ombudsmans et des Médiateurs dans l'espace francophone. Lors du 20ème anniversaire de *la convention internationale relative aux droits de l'enfant,* l'AOMF s'est engagée à améliorer les droits des enfants et a adopté en 2012 une résolution pour permettre d'augmenter et de renforcer les compétences des Médiateurs et Ombudsmans par rapport à la protection et à la promotion des droits de l'enfant.

Ce guide se veut un outil de travail pour les différents utilisateurs qui souhaitent éduquer et sensibiliser les enfants à leurs droits ou approfondir leurs connaissances dans ce domaine, en l'occurrence les Ombudsmans, les Médiateurs, les enseignants, les éducateurs, les animateurs, le personnel de santé et le personnel dans les centres de détention juvénile.

En ce qui concerne les objectifs figurant derrière la réalisation de ce document, ils peuvent être énumérés comme suit :

- ✓ Promouvoir la connaissance par les enfants de leurs droits ;
- ✓ Renforcer les compétences des personnes exerçant avec et pour les enfants ;
- ✓ Favoriser aux enfants l'apprentissage des droits à travers des situations issues de la vie de tous les jours ;
- ✓ Amener les enfants à réfléchir sur la complexité de certains droits et sur l'importance de respecter les droits des autres ;

- ✓ Informer les enfants au sujet des recours possibles (Ombudsmans et Médiateurs) en cas de préjudices subis, résultant de la violation de leurs droits.

Outre les parties définissant respectivement le guide pédagogique et la convention relative aux droits de l'enfant et le rôle des Ombudsmans et Médiateurs, cette publication de 104 pages est structurée en chapitres reprenant les 12 droits fondamentaux identifiés par l'AOMF, à savoir : **Egalité, Participation, Identité, Famille, Vie privée, Santé, Ecole et loisirs, Handicap, Violence, Exploitation, Justice adaptée, Guerre.** Ensuite, lesdits chapitres sont divisés semblablement en deux parties. La première explique le droit, en utilisant un langage simple. La seconde propose deux activités, l'une concerne les enfants âgés de 6 à12 ans et l'autre est destinée aux enfants de 12 à 18 ans.

• Plan d'activité

- **Canada - The Office of the Citizens' Representative (OCR) for the Province of Newfoundland and Labrador- 2017-2020 Activity Plan = Bureau du Représentant des Citoyens de la Province de Terre-Neuve-et-Labrador- Plan d'activité 2017-2020** (Traduction non-officielle)**,** *consulté le 21 Octobre 2017*

  Source :http://www.citizensrep.nl.ca/pdfs/OCRActivityPlan2017-20.pdf

Présentation

Le Bureau du Représentant des Citoyens qui compte parmi les six instances statutaires de la Chambre d'Assemblée (*The House of Assembly*) de Terre-Neuve-et-Labrador, offre aux citoyens un service de médiation couvrant leurs rapports avec l'Administration publique à l'échelle provinciale. En outre, l'OCR est chargé d'enquêter sur les divulgations faites dans l'intérêt public.

Le présent document constitue le Plan d'activité de ce Bureau pour la période de trois ans à venir. Il a été transmis à la Chambre d'Assemblée le 29 Juin 2017. Quatre valeurs clés de réussite en matière d'intération et de communication avec les citoyens d'une part et les responsables publics d'autre part, ont été définies par le Bureau, à savoir : l'Equité, le Respect, la Créativité et le Courage.

En ce qui concerne ses usagers, l'OCR distingue deux catégories. La première regroupe *les citoyens qui prétendent avoir été inéquitablement traités au moment de la recherche ou de l'obtention d'un accès aux services publics*[23]et *les lanceurs d'alertes qui se plaignent des cas graves*

[23]Citizens who allege they have been treated unfairly when pursuing or receiving access to public services.

de mauvaise gestion[24]. La seconde regroupe la Chambre d'Assemblée et ses membres, le Lieutenant Gouverneur en Conseil et l'Administration publique.

Pour ce qui est de sa vision, elle est formulée ainsi *:« Une population confiante en un service public équitable et fondé sur l'intégrité et la bonne gouvernance* [25]*»*. (Traduction non-officielle).

Enfin, l'enjeu stratégique ciblé au cours des trois ans à venir consiste à *« Sensibiliser davantage aux services mis à la disposition des citoyens et des fonctionnaires, avec un accent sur le programme de dénonciation* [26] ».

• Rapports annuels d'activité

• Médiateur provincial

- **Australie - Rapport annuel 2016/17 de l'Ombudsman du Territoire du Nord**[27] **(Ombudsman NT),** *publié en ligne le 18 Octobre 2017*

  Source :http://www.ombudsman.nt.gov.au/sites/default/files/downloads/2016-17_annual_report_final.pdf

Présentation

Le présent rapport couvre la période relative à l'exercice comptable de l'Ombudsman du Territoire du Nord, allant du 1er Juillet 2016 au 30 Juin 2017. A titre de mandataire du Parlement, l'Ombudsman NT se charge du règlement des plaintes déposées à l'encontre des Ministères formant le Gouvernement du Territoire du Nord outre les Autorités et les Conseils des Collectivités d'une part, et de la conduite d'enquêtes entamées à leur sujet d'autre part. La supervision des investigations concernant les réclamations invoquant la conduite des agents de la police relève également de la responsabilité qui lui incombe.

Etant donné que l'adoption des démarches rigides constitue le motif le plus courant des plaintes reçues, l'Ombudsman M. Peter Shoyera a mis l'accent, dans son mot d'introduction, sur le concept du processus décisionnel exceptionnel. Il considère que l'intégration de la souplesse dans les systèmes de prise de décision facilitera la prise de décisions exceptionnelles adaptées aux situations inhabituelles car, de son avis, l'adoption

[24] Whistleblowers who complain about gross mismanagement.

[25] *« A citizenry confident in a public service that is fair and grounded in integrity and good governance ».*

[26] *« Heightening awareness of services available to members of the public and government employees, with an emphasis on the whistleblowing program ».*

[27] The NorthernTerritory.

d'un traitement, radicalement identique, à des situations et à des circonstances différentes constitue l'antithèse même de l'équité.

En effet, la différence de l'usager peut se manifester sous plusieurs facettes, en l'occurrence : le langage, les antécédents culturels, la situation financière, l'état de santé, les préférences personnelles ainsi qu'une série d'autres facteurs. Le personnel des institutions qui est placé en première ligne devrait alors, dans le cadre de son travail quotidien, être informé et autorisé à faire face aux cas exceptionnels, souligne M. l'Ombudsman.

Par ailleurs, les chiffres de l'année écoulée sont marqués par une diminution des plaintes et des demandes d'information reçues (2.036) en comparaison avec ceux de l'année précédente (2.568). Cependant, les affaires complexes ont enregistré une augmentation de 27%.

D'un autre côté, et dans l'objectif d'améliorer la qualité de la prise de décision et des pratiques administratives au sein des administrations publiques, plusieurs initiatives ont été prises, notamment :

- ✓ Les visites effectuées aux 19 Communautés indigènes dans le cadre de la stratégie d'engagement continu envers les populations indigènes à travers l'ensemble du Territoire ;
- ✓ La contribution à l'élaboration des politiques gouvernementales et aux réformes législatives (lutte anti-corruption ; partage non-consensuel d'images intimes…) ;
- ✓ L'organisation des stages de formation, sanctionnés par un certificat, au profit des fonctionnaires du secteur public ;
- ✓ L'organisation d'une série d'ateliers, de conférences et de contacts réguliers avec les administrations publiques ainsi que tous les partenaires y compris les conseils régionaux, les conseils des populations indigènes, les organismes d'aide juridique et les organisations communautaires.

Enfin, ce rapport de 109 pages est divisé en 9 chapitres :

- ✓ Secteurs d'intérêt ;
- ✓ Ce que nous faisons et comment nous le faisons ;
- ✓ Grandes enquêtes ;
- ✓ Amélioration de la qualité ;
- ✓ Implication des parties prenantes et de la Communauté ;
- ✓ Fonctions de supervision ;
- ✓ Sollicitations - Demandes d'information et plaintes ;

- ✓ Conduite des agents de police ;
- ✓ Notre Bureau.

• Médiateur sectoriel

- **Australie - Bilan annuel 2016-17 de l'Ombudsman des Services Financiers (FOS[28]),** *publié en ligne le 10 Octobre 2017*
  Source :http://www.fos.org.au/custom/files/docs/fos-annual-review-20162017.pdf

Présentation

L'Ombudsman des Services Financiers (FOS) est une organisation non gouvernementale à but non lucratif, chargé de régler les conflits qui opposent les consommateurs aux prestataires de services financiers. Il vise à être respecté, efficace, digne de confiance et avant-gardiste.

le FOS compte actuellement plus de 13.000 membres situés à travers l'Australie car l'adhésion à un mécanisme externe de résolution de conflits comme le FOS fait partie des conditions d'octroi de licences, imposées aux fournisseurs de services financiers par la Commission australienne des valeurs mobilières et des investissements[29].

En ce qui concerne l'année écoulée, elle a été marquée selon M. Shane Tregillis l'Ombudsman en Chef par le nombre record de litiges reçus et traités (39.479) et par l'élargissement de la portée et l'accessibilité du Bureau de l'Ombudsman. Celui-ci a contribué au Ramsey Review panel[30] ainsi qu'à ses recommandations pour la mise en place d'un nouveau et seul organisme externe de résolution des litiges, en remplacement des FOS, CIO[31] et SCT[32].

En outre, Le FOS a identifié et signalé aux fournisseurs de services financiers 192 problèmes systémiques éventuels et a réglé 66 problèmes systémiques bien déterminés, ayant touché plus de 940.000 consommateurs.

D'un autre côté, et en vue d'améliorer la qualité du service offert à travers l'analyse des éléments spécifiques relatifs à chaque litige et la prise en considération des détails y afférents, le Bureau de l'Ombudsman a incité et pour la première fois les requérants à

---

[28] Financial Ombudsman Service.

[29] Australian Securities and Investments Commission (ASIC).

[30] Comité de Révision Ramsey (Traduction non officielle).

[31] The Credit and Investments Ombudsman (CIO) = Le Médiateur du Crédit et des Investissements (Traduction non officielle).

[32] The Superannuation Complaints Tribunal (SCT) = Le Tribunal des plaintes relatives à la pension de retraite (Traduction non officielle).

indiquer si la violence familiale a joué un rôle dans le litige déposé. Des partenariats avec des services d'experts ont été établis, pour se faire assister en vue de comprendre et d'aider les personnes touchés par la violence familiale et/ou par l'exploitation financière (personnes âgées).

Le FOS a introduit également le « Live chat[33] » pour aider les plaignants en difficulté à entrer en contact avec l'Institution et à enregistrer leurs dossiers.

Pour conclure, le Bureau de l'Ombudsman se félicite aussi d'une réalisation clé qui consiste en l'achèvement de sa réflexion au sujet du Reconciliation Action Plan[34](RAP) et son approbation par Reconciliation Australia[35]. La mise en oeuvre des seize (16) initiatives clés qui y sont décrites permettra de rendre le FOS plus accessible aux populations Aborigènes et aux Insulaires du Détroit de Torres.

Ce bilan de 135 pages est structuré ainsi qu'il suit :

- ✓ Notre mission ;
- ✓ Notre travail ;
- ✓ 2016-17 en bref ;
- ✓ Message du Président du Conseil ;
- ✓ Message du Médiateur en Chef ;
- ✓ Réglement des litiges financiers : le calendrier de la Révision ;
- ✓ Notre Plan stratégique ;
- ✓ Notre rendement en 2016-17 ;
- ✓ Nos mesures stratégiques ;
- ✓ Notre personnel ;
- ✓ Organigramme ;
- ✓ Comité de direction;
- ✓ Nos partenaires ;
- ✓ Panorama des litiges ;
- ✓ Litiges ;
- ✓ Problèmes systémiques et fautes graves ;
- ✓ Respect du Code et surveillance ;
- ✓ Gouvernance institutionnelle.

---

[33] Dialogue en ligne sur internet en temps réel, avec une ou plusieurs personnes…
http://www.anthonyharmant.com/111-glossaire-definition-chat.html

[34] Programme du Plan d'action Réconciliation est un cadre permettant aux organismes de concrétiser leur vision relative à la réconciliation…(Traduction non officielle)
http://www.reconciliation.org.au/raphub/about/

[35] Organisation indépendante à but non lucratif qui promeut et facilite la réconciliation par le développement de bonnes relations fondées sur le respect et sur la confiance, entre la plus large Communauté australienne et les peuples Aborigènes et les Insulaires du Détroit de Torres…(Traduction non officielle)
https://www.reconciliation.org.au/about/

• Rapports d'intervention

- **Québec - Rapport d'intervention au Carrefour d'alimentation et de partage (CAP) Saint-Barnabé,** *publié en ligne le 22 Août 2017*
  Source :https://protecteurducitoyen.qc.ca/sites/default/files/pdf/rapports_d_intervention/carrefour-alimentation-partage-saint-barnabe.pdf

Présentation

En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la *Loi sur le Protecteur des usagers en matière de santé et de service sociaux,* le Protecteur du Citoyen, Mme Marie Rinfret a confié à l'une de ses déléguées Mme Geneviève Lauzon d'enquêter sur les conditions de vie dans les logements sociaux gérés par l'Organisme communautaire le Carrefour d'alimentation et de partage (CAP)-Saint-Barnabé, soit les résidences l'Espérance, Viau et Sainte-Catherine à Montréal.

Cette intervention, résultant de la propre initiative du Protecteur du Citoyen, fait suite aux informations qu'il a reçues dans le cadre de l'examen d'une plainte individuelle concernant la Maison l'Espérance. Les informations obtenues ont évoqué la mauvaise gestion portant atteinte à la qualité des services offerts aux résidents des deux autres résidences, gérées par l'Organisme communautaire indiqué auparavant.

A cet effet, l'équipe chargée de la présente enquête a rencontré les différents intervenants du CAP, les différents intervenants du Centre intégré Universitaire de santé et des services sociaux du Centre-Sud-de-l' île-de-Montréal en plus des intervenants sociaux ayant une meilleure connaissance du CAP. Elle a également consulté une documentation variée (règlements, rapports et dossiers d'usagers) et a effectué par ailleurs une visite du CAP et de ses résidences citées ci-dessus.

A l'issue de cette enquête, sept (7) recommandations ont été formulées à destination de l'Organisme communautaire CAP Saint-Barnabé pour remédier aux lacunes identifiées. Il s'agit de :

- ✓ Redonner accès à la buanderie aux résidents des logements sociaux aux prises avec des punaises de lit ;
- ✓ Réviser les règlements des immeubles ;
- ✓ S'assurer que le suivi effectué auprès des résidents est en conformité avec les règlements ;
- ✓ Organiser des rencontres pour mettre en relation les autorités du CAP avec tous les résidents ;
- ✓ S'assurer que le personnel intervenant auprès des résidents bénéficie d'une formation adaptée, notamment en matière de santé mentale ;

- ✓ Se doter d'un processus disciplinaire ;
- ✓ Résoudre les problèmes liés à l'entretien des immeubles.

Enfin, cette publication de 13 pages est divisée en cinq parties :

- ✓ Contexte de la demande d'intervention ;
- ✓ Conduite de l'intervention ;
- ✓ Résultat de notre enquête ;
- ✓ Conclusion ;
- ✓ Recommandations.

- **Québec - Rapport d'intervention du Protecteur du Citoyen à la résidence privée pour aînés, Résidence Brooks,** *publié en ligne le 29 Août 2017*

  Source :https://protecteurducitoyen.qc.ca/sites/default/files/pdf/rapports_d_intervention/residence-privee-aines-residence-brooks.pdf

Présentation

Ce présent rapport a été rédigé suite à l'intervention effectuée par le Protecteur du citoyen du Québec, conformément au *chapitre IV de la loi sur le protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux*, à la Résidence privée pour aînés Brooks du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie – Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CIUSSS).

Cette intervention résulte des signalements reçus par le Protecteur du citoyen concernant la qualité des soins, des services et du milieu de vie offerts aux résidentes et résidents de ladite Résidence.

La conduite de l'enquête a été confiée à deux des délégués de la Protectrice du citoyen, à savoir Messieurs Nicolas Rousseau et Olivier Martin, qui ont pris le soin de recueillir le témoignage des personnes concernées et le point de vue des instances impliquées, ainsi que toute autre information jugée pertinente afin de cerner la situation et d'y proposer des correctifs.

En outre, le Protecteur du citoyen a effectué une visite non annoncée dans la Résidence le 28 février et le premier mars 2017. Il a pu recueillir les commentaires et les observations du personnel de la résidence, du CIUSSS et du Curateur public.

De même, et afin de compléter la collecte d'information, plusieurs autres documents ont été consultés.

Au terme de cette enquête, le Protecteur du citoyen a révélé des lacunes majeures quant à la qualité des services et du milieu de vie offerts par la Résidence privée pour

aînés Brooks. De même, l'administration des avoirs des résidentes et résidents et la lourdeur des besoins de la clientèle par rapport à la capacité de prise en charge de la Résidence (soins autres que ceux offerts, comportements inhabituels ou imprévus…) représentent les points les plus préoccupants.

Ainsi, le Protecteur du citoyen a formulé à la Résidence et au CIUSSS 12 recommandations dont la mise en œuvre permettra sans doute un redressement appréciable de la situation. Elles portent sur :

- ✓ La sécurisation de l'édifice et des espaces communs offerts aux résidents et résidentes ;
- ✓ L'entretien des chambres ;
- ✓ L'évaluation, par un exterminateur professionnel, de la situation relative à la problématique des punaises de lit ;
- ✓ La communication avec tous les intervenants au sujet de l'évolution de la situation relative à l'infestation de punaises de lit ;
- ✓ La rigueur et la transparence des pratiques d'administration des avoirs des résidents et résidentes ;
- ✓ L'identification des résidents et résidentes en perte d'autonomie modérée à grave ;
- ✓ Le signalement de la situation de tout résident ayant été identifié en perte d'autonomie modérée à grave ;
- ✓ L'évaluation de la sécurité de l'environnement physique offert aux résidents ;
- ✓ Le contrôle de l'utilisation du soutien financier à l'achat de services, versé aux résidents et résidentes de la Résidence ;
- ✓ Le suivi de l'évolution des besoins de la clientèle ;
- ✓ Le suivi étroit de l'évolution de la situation dans la Résidence sur la base des constats consignés dans le présent rapport ;
- ✓ La révocation éventuelle du certificat de conformité de la Résidence par le CIUSSS en l'absence d'une « amélioration satisfaisante » de la situation dans la Résidence.

Ce rapport de 19 pages est structuré ainsi qu'il suit :

1. Contexte de la demande d'information ;
2. Conduite de l'intervention ;
3. Résultats de l'enquête ;
4. Conclusion ;
5. Recommandations.

• Rapport d'investigation

- **Australie - L'Ombudsman de l'Etat du Victoria - Investigation into the management and protection of disability group home residents by the Department of Health and Human Services and Autism Plus = Enquête sur la gestion et la protection, par le Ministère de la Santé et des Services sociaux et Autism Plus[36] , des personnes en situation de handicap, faisant partie des résidents du foyer collectif** (Traduction non-officielle), *soumet au Parlement le 25 Septembre 2017*

  Source :https://www.ombudsman.vic.gov.au/getattachment/e0a10243-047c-4973-aaec-4801f9e5e8ae

Présentation

L'enquête objet du présent rapport « *concerne des questions profondément inquiétantes : d'une part une série d'agressions sexuelles rapportées de la part d'un résident contre un autre au sein d'un foyer collectif pour personnes en situation de handicap, lequel est géré par un fournisseur à but lucratif, Autisme Plus ; et d'autre part la suite donnée à ces agressions par Autisme Plus et par le Ministère de la Santé et des Services sociaux*[37]» (Traduction non-officielle), affirme Mme Deborah Glass OBE, Ombudsman de l'Etat du Victoria.

Considérée longue (entamée le 17 Juin 2015) et complexe, cette enquête a débouché sur une déclaration peu optimiste, selon laquelle l'Ombudsman estime que « *Autism Plus et le Ministère concerné ont échoué à protéger les résidents du foyer collectif*[38] », et ce vu les sérieux problèmes clairement identifiés, notamment :

- ✓ L'aptitude du prestataire de services (Autis Plus), qui reçoit des fonds publics considérables, à offrir les programmes, la prise en charge et la protection aux clients du Ministère de la Santé et des Services sociaux ;
- ✓ L'action et l'inaction des fonctionnaires exerçant au sein du Ministère de la Santé et des Services sociaux, en particulier le rôle du Service chargé de la protection des enfants. A ceci s'ajoute la faible coordination entre ce dernier et celui ayant la responsabilité des personnes en situation de handicap ;

---

[36] Autisme Plus est un prestataire privé à but lucratif qui fournit de l'aide, en particulier aux personnes atteintes d'un trouble du spectre autistique et d'autres handicaps… https://www.ombudsman.vic.gov.au/getattachment/e0a10243-047c-4973-aaec-4801f9e5e8ae

[37] « *This investigation concerns matters that are deeply disturbing : a series of reported sexual assaults by one resident on another in a group home for people with a disability run by for-profit provider, Autism Plus; and the response by both Autism Plus and the Department of Health and Human Services to those assaults* ».

[38] « *Autism Plus and department failed to protect group home residents* ».

- ✓ L'absence d'une définition claire des responsabilités. Beaucoup d'intervenants cherchent soit à nier leur responsabilité soit à blâmer les autres à propos des lacunes constatées.

En effet, le caractère scandaleux de cette affaire découle non seulement de l'impact négatif des agressions sexuelles ou du profil vulnérable des deux parties, mais surtout de la récurrence de ce type d'événements, malgré le soutien accordé aux personnes atteintes d'un handicap.

C'est pourquoi, les cinq (5) recommandations émises au terme de ce travail d'enquête, rappelle les préoccupations de l'Ombudsman de l'Etat de Victoria, énoncées dans ses précédents rapports, quant à la nécessité de mettre en place des mécanismes de protection de la catégorie vulnérable concernée dont l'effectif vivant dans les logements subventionnées[39] dépasse les 5.000 personnes.

En outre, des « actions de supervision et d'audit de conformité s'imposent auprès de tous les établissements, notamment lorsque le prestataire poursuit un but lucratif », conclut Mme Deborah Glass OBE.

Ce rapport d'investigation de 93 pages est structuré comme suit :

- ✓ Préambule ;
- ✓ Résumé analytique ;
- ✓ Contexte ;
- ✓ Enquête ;
- ✓ Conclusions ;
- ✓ Recommandations.

[39] Supported accommodation (Traduction non-officielle).

IV- Veille jurisprudentielle

• Jurisprudence étrangère

Accès aux documents administratifs

- **Données à caractère personnel,** *140/2017 : 20 décembre 2017 - Arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'affaire C-434/16*
  Source :https://www.legalis.net/actualite/les-copies-dexamen-et-annotations-des-examinateurs-sont-des-donnees-personnelles/

  https://curia.europa.eu/jcms/upload/docs/application/pdf/2017-12/cp170140fr.pdf

Dans un arrêt du 20 décembre 2017, la Cour de justice de l'UE a affirmé que « les réponses écrites fournies par un candidat lors d'un examen professionnel et les éventuelles annotations de l'examinateur relatives à ces réponses constituent des données à caractère personnel, au sens de cette disposition. ». A ce titre, la personne concernée dispose…

Actes législatifs et administratifs

- **Statut du défenseur syndical : limitation de l'exercice des fonctions à la seule région d'inscription - erreur manifeste d'appréciation du pouvoir réglementaire-Existence,** *Conseil d'État, 1ère - 6ème chambres réunies, 17/11/2017, 403535*
  Source :https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000036040494&fastReqId=714605197&fastPos=108&oldAction=rechJuriAdmin

Résumé : Le pouvoir réglementaire a commis une erreur manifeste d'appréciation en limitant le champ de compétence géographique des défenseurs syndicaux, dont le statut est défini aux articles…

Agriculture

- **Travail et emploi : Praticiens-conseils de la mutualité sociale agricole régis par une convention collective : branche professionnelle au sens de l'art. L. 2122-5 du Code du travail-Absence,** *Conseil d'État, 4ème - 5ème chambres réunies, 24/11/2017, 389203*
  Source :https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000036086472&fastReqId=714605197&fastPos=50&oldAction=rechJuriAdmin

Résumé : Convention collective des praticiens-conseils de la mutualité sociale agricole (art. L. 123-1 du code de la sécurité sociale et D. 723-147 du code rural et de la

pêche maritime). En l'absence de dispositions permettant de mesurer, dans le champ d'application de la convention collective qui leur est légalement applicable…

Aide sociale

- **Contrôle par des agents assermentés et agréés des déclarations des bénéficiaires du RSA[40],** *Conseil d'État, 1ère - 6ème chambres réunies, 17/11/2017, 400976*
  Source :https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000036040478&fastReqId=714605197&fastPos=102&oldAction=rechJuriAdmin

Résumé :1) a) Il ressort de l'article L. 262-40 du code de l'action sociale et des familles (CASF) et du premier alinéa de l'article L. 114-10 du code de la sécurité sociale (CSS) que tant l'absence d'agrément que l'absence d'assermentation des agents de droit privé désignés par les caisses d'allocations familiales pour conduire des contrôles sur les déclarations des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) sont de nature à affecter la validité des constatations des procès-verbaux…

- **Montants d'allocation indûment versés : récupération : possibilité de remise gracieuse de la dette de l'allocataire,** *Conseil d'État, 1ère - 6ème chambres réunies, 17/11/2017, 400606*
  Source :https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000036040476&fastReqId=714605197&fastPos=111&oldAction=rechJuriAdmin

Résumé : 1) Il résulte de l'article L. 262-46 du code de l'action sociale et des familles (CASF) qu'un allocataire du revenu de solidarité active (RSA) ne peut bénéficier d'une remise gracieuse de la dette résultant d'un paiement indu d'allocation…

Collectivités territoriales

- **Partage entre deux collectivités de la prise en charge du coût de la rechute d'un fonctionnaire consécutive à un accident de service,** *Conseil d'État, 3ème - 8ème chambres réunies, 24/11/2017, 397227*
  Source :https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000036086496&fastReqId=714605197&fastPos=45&oldAction=rechJuriAdmin

Résumé : 1) En application des articles 57 et 81 de la loi du 26 janvier 1984, des articles 30 et 36 du décret du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités territoriales, la collectivité au service de laquelle se trouvait l'agent lors de l'accident de service doit supporter les conséquences financières…

[40] Revenu de solidarité active.

- **Délimitation par les communes ou les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) des zones d'assainissement collectif et non collectif : obligation d'exécuter dans un délai raisonnable les travaux de raccordement des habitations situées dans une zone d'assainissement collectif et dont les propriétaires ont fait la demande,** *Conseil d'État, 3ème - 8ème chambres réunies, 24/11/2017, 396046*
  Source :https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000036086485&fastReqId=714605197&fastPos=63&oldAction=rechJuriAdmin

Résumé :1) Il résulte de l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales (CGCT) qu'il appartient aux communes, ou aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents, qui disposent sur ce point d'un large pouvoir d'appréciation, de délimiter les zones d'assainissement…

- **Police de la salubrité : Arrêté municipal interdisant la fouille des poubelles, conteneurs et lieux de regroupement de déchets d'une commune : caractère proportionné de la mesure eu égard à sa portée,** *Conseil d'État, 5ème - 4ème chambres réunies, 15/11/2017, 403275*
  Source :https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000036028802&fastReqId=714605197&fastPos=125&oldAction=rechJuriAdmin

Résumé : Arrêté interdisant la fouille des poubelles, conteneurs et lieux de regroupement de déchets sur le territoire d'une commune…

Compétence

- **Compétence de la Juridiction judiciaire : cas où un service public hospitalier est lié par un contrat de droit privé au fabricant d'un produit ou d'un appareil de santé défectueux : action en garantie du service public hospitalier contre le fabricant,** *Conseil d'État, 5ème - 4ème chambres réunies, 15/11/2017, 403317*
  Source :https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000036028805&fastReqId=714605197&fastPos=132&oldAction=rechJuriAdmin

Résumé : 17-03-02-03-01 Dans le cas où le service public hospitalier qui a dû indemniser un patient ayant subi un dommage causé par la défaillance d'un produit et ou appareil de santé…

Contributions et taxes

- **Paiement de l'impôt : sursis de paiement : suspension de l'exigibilité des impositions en litige à l'égard des codébiteurs solidaires-Existence,** *Conseil d'État, 10ème - 9ème chambres réunies, 04/12/2017, 394903*
  Source :https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000036146656&fastReqId=714605197&fastPos=2&oldAction=rechJuriAdmin

Résumé : Il résulte des articles L. 277 du livre des procédures fiscales (LPF) et 1745 du code général des impôts (CGI) que le sursis de paiement, en ce qu'il entraîne la suspension de l'exigibilité des impositions en litige, fait obstacle…

- **Modalités de remboursement de la TVA en faveur des assujettis établis dans un autre Etat membre que l'Etat membre du remboursement,** *Conseil d'État, 10ème - 9ème chambres réunies, 04/12/2017, 392575*
  Source :https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000036146654&fastReqId=714605197&fastPos=13&oldAction=rechJuriAdmin

Résumé : 1) Il résulte clairement des articles 7, 15 et 18 de la directive 2008/9/CE du Conseil du 12 février 2008 définissant les modalités du remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), prévu par la directive 2006/112/CE qu'il revient à l'Etat membre auquel une demande de remboursement de TVA…

- **Impôt sur le revenu : attribution d'une demi-part supplémentaire aux contribuables célibataires, divorcés ou veufs vivant seuls et n'ayant plus d'enfants à leur charge,** *Conseil d'État, 8ème - 3ème chambres réunies, 22/11/2017, 407217*
  Source :https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000036076734&fastReqId=714605197&fastPos=70&oldAction=rechJuriAdmin

Résumé : Il résulte de la combinaison des articles 195 et 196 du code général des impôts (CGI) que le bénéfice d'une demi-part supplémentaire de quotient familial est ouvert…

- **Taxe sur les conventions d'assurance : assiette : notion de sommes stipulées au profit de l'assureur : droit d'adhésion à une société d'assurance mutuelle-Exclusion,** *Conseil d'État, 8ème - 3ème chambres réunies, 22/11/2017, 406943*
  Source :https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000036076731&fastReqId=714605197&fastPos=73&oldAction=rechJuriAdmin

Résumé : Aux termes des 5° et 6° de l'article R. 322-47 du code des assurances, les projets de statuts des sociétés d'assurance mutuelles doivent prévoir la constitution d'un fonds d'établissement…

- **Taxe foncière sur les propriétés bâties : dégrèvement accordé aux bailleurs sociaux qui réalisent des travaux d'économie d'énergie,** *Conseil d'État, 8ème - 3ème chambres réunies, 22/11/2017, 392531*
  Source :https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000036086477&fastReqId=714605197&fastPos=75&oldAction=rechJuriAdmin

Résumé : L'article 1391 E du code général des impôts (CGI), dans sa version applicable en 2011, prévoit qu'il est accordé aux bailleurs sociaux un dégrèvement de cotisation de taxe foncière sur les propriétés bâties…

- **Proposition de rectification ou notification de redressement : indication du montant des conséquences financières des rectifications proposées : garantie - existence - conséquence,** *Conseil d'État, 8ème - 3ème chambres réunies, 22/11/2017, 393297*
  Source :https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000036076722&fastReqId=714605197&fastPos=80&oldAction=rechJuriAdmin

Résumé : Il résulte de l'article L. 48 du livre des procédures fiscales (LPF) que l'indication du montant des conséquences financières des rectifications proposées constitue une garantie pour le contribuable…

- **Opérations taxables : prestations de location de logements meublés : exonération en faveur des assujettis dont l'activité ne remplit pas la ou les fonctions essentielles d'une entreprise hôtelière,** *Conseil d'État, 9ème - 10ème chambres réunies, 20/11/2017, 392740*
  Source :https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000036064420&fastReqId=714605197&fastPos=93&oldAction=rechJuriAdmin

Résumé : L'article 261 D du code général des impôts (CGI), qui fixe les critères de la taxation des prestations de location de logements meublés, doit être interprété, pour le respect des objectifs énoncés par les dispositions de l'article 135 de la directive 2006/112/CE…

Fonctionnaires et agents publics

- **Personnels enseignants et hospitaliers des centres hospitaliers et universitaires : faits de nature à justifier la suspension des activités cliniques et thérapeutiques : étendue du contrôle du Juge de Cassation,** *Conseil d'État, 5ème - 4ème chambres réunies, 04/12/2017, 400224*
  Source :https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000036146663&fastReqId=714605197&fastPos=5&oldAction=rechJuriAdmin

Résumé : Le juge de cassation exerce un contrôle de qualification juridique des faits de nature à justifier une mesure de suspension des activités cliniques et thérapeutiques d'un praticien hospitalier…

- **Concours et examens professionnels : aides humaines et techniques que peuvent solliciter les personnes handicapées,** *Conseil d'État, 3ème - 8ème chambres réunies, 24/11/2017, 399324*
  Source :https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000036086503&fastReqId=714605197&fastPos=61&oldAction=rechJuriAdmin

Résumé : 1) Il appartient au juge administratif de contrôler les conditions dans lesquelles ces dérogations, qui doivent être adaptées à la nature et à la technicité des épreuves compte tenu des précisions apportées par les candidats sur leurs besoins…

Logement

- **Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat : propriétaire privé ayant bénéficié d'une aide : possibilité de céder ce logement à un organisme HLM-Existence,** *Conseil d'État, 5ème - 4ème chambres réunies, 15/11/2017, 400542*
  Source :https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000036028797&fastReqId=714605197&fastPos=126&oldAction=rechJuriAdmin

Résumé : L'article R. 321-13 du code de la construction et de l'habitation (CCH), en vertu duquel les organismes de logement à loyer modéré ne peuvent bénéficier de l'aide de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH)…

Marchés et contrats administratifs

- **Mode de passation des contrats : délégations de service public : concession : obligation de déterminer la nature et l'étendue des besoins à satisfaire-Portée,** *Conseil d'État, 7ème - 2ème chambres réunies, 15/11/2017, 412644*
  Source :https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000036028819&fastReqId=714605197&fastPos=123&oldAction=rechJuriAdmin

Résumé : Règlement de consultation en vue de l'attribution d'une concession portant sur l'exploitation d'un réseau public de chaleur indiquant, s'agissant du périmètre, que la concession peut comprendre l'exploitation du réseau de chaleur…

Mutualité et coopération

- **Qualité de membre participant d'une mutuelle,** *Conseil d'État, 9ème - 10ème chambres réunies, 20/11/2017, 408957*
  Source :https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000036064457&fastReqId=714605197&fastPos=97&oldAction=rechJuriAdmin

Résumé : 1) Il résulte des articles L. 114-6 et L. 114-16 du code de la mutualité que seuls peuvent participer aux assemblées générales et être élus au conseil

d'administration d'une mutuelle les membres ayant la qualité de membre honoraire ou de membre participant…

Police

- **Permis de conduire : restitution de points au terme d'un délai de six mois en cas de commission d'une infraction ayant entraîné le retrait d'un point,** *Conseil d'État, 5ème - 4ème chambres réunies, 04/12/2017, 402423*
  Source :https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000036146666&fastReqId=714605197&fastPos=14&oldAction=rechJuriAdmin

Résumé : 1) Il résulte des articles L. 223-1 et L. 223-6 du code de la route que si, au cours d'une période de six mois à compter de la date du paiement de l'amende forfaitaire, de l'émission du titre exécutoire de l'amende forfaitaire majorée…

- **Echange d'un permis de conduire délivré par un état n'appartenant ni à l'Union européenne (UE) ni à l'Espace économique européen (EEE) contre un permis français : délai d'un an pour en faire la demande : délivrance du titre de séjour provisoire établi à la suite de la reconnaissance de la qualité de réfugié,** *Conseil d'État, 5ème - 4ème chambres réunies, 04/12/2017, 402041*
  Source :https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000036146665&fastReqId=714605197&fastPos=17&oldAction=rechJuriAdmin

Résumé : Tant qu'un titre de séjour ne lui a pas été délivré, un étranger ne saurait être regardé comme ayant acquis une résidence normale en France, au sens des dispositions de l'article R. 222-3 du code de la route. Il suit de là que les dispositions des articles 4 et 11 de l'arrêté du 12 janvier 2012 fixant les conditions de reconnaissance et d'échange des permis de conduire…

- **Possibilité d'obtenir l'échange d'un permis de conduire délivré par un état n'appartenant ni à l'Union européenne (UE) ni à l'Espace économique européen (EEE) dont la durée de validité est expirée contre un permis français-Absence, sauf impossibilité d'obtenir le renouvellement de ce titre en raison du risque de persécutions encouru,** *Conseil d'État, 5ème - 4ème chambres réunies, 04/12/2017, 406700*
  Source :https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000036146671&fastReqId=714605197&fastPos=20&oldAction=rechJuriAdmin

Résumé : Eu égard aux stipulations de l'article 25 de la convention de Genève, et quels que soient les termes des articles 5 et 11 de l'arrêté du 12 janvier 2012 fixant les conditions de reconnaissance et d'échange des permis de conduire délivrés par les Etats n'appartenant ni à l'Union européenne, ni à l'Espace économique européen…

Procédure

- **Obligation pour les avocats d'adresser les requêtes et mémoires par télérecours à peine d'irrecevabilité,** *Conseil d'État, Juge des référés, 17/11/2017, 415439*
  Source :https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000036070724&fastReqId=714605197&fastPos=117&oldAction=rechJuriAdmin

Résumé : L'article R. 414-1 du code de justice administrative (CJA), qui prévoit que, lorsqu'elle est présentée par un avocat, la requête doit, à peine d'irrecevabilité, être adressée à la juridiction par voie électronique au moyen d'une application informatique…

- **Absence d'autorité de la chose jugée, faute d'identité d'objet : jugement condamnant à verser une indemnité en réparation d'un préjudice et demande d'indemnisation résultant de l'aggravation ultérieure de ce préjudice,** *Conseil d'État, 5ème - 4ème chambres réunies, 15/11/2017, 400989*
  Source :https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000036035627&fastReqId=714605197&fastPos=120&oldAction=rechJuriAdmin

Résumé : En l'absence d'identité d'objet entre la demande de réparation d'un préjudice sur laquelle un jugement a été rendu et la demande de réparation des préjudices résultant de l'aggravation ultérieure de son état de santé…

Travail et emploi

- **Licenciements : réponse à une demande d'homologation d'un PSE[41] : exigence de motivation,** *Conseil d'État, 4ème - 5ème chambres réunies, 24/11/2017, 389443*
  Source :https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000036086475&fastReqId=714605197&fastPos=59&oldAction=rechJuriAdmin

Résumé : 1) Les dispositions de l'article L. 1233-57-4 du code du travail imposent à l'administration de motiver sa décision d'homologuer comme de refuser d'homologuer un plan de sauvegarde de l'emploi….

[41] Plan de sauvegarde de l'emploi.

V- Dernières Parutions

• Nouveautés papier

• Editions nationales

✓ Livres

- **المنازعات الزجرية الجمركية على ضوء العمل القضائي المغربي :** دراسة عملية معززة بقرارات وأحكام قضائية في الموضوع

Source:http://catalog.fondation.org.ma:81/uhtbin/cgisirsi.exe/?ps=L3m9WutRSK/BC/80550024/9

صورة الغلاف غير متوفرة

- **المؤلف :** لحمادي صافي، حفيظ بن محمد
- **الناشر/الناسخ :** مطبعة الخوارزمي
- **تاريخ النشر :** 2017
- **عدد الصفحات :** 267 ص.
- **ردمك :** 5-680-99-9954-978

- **الدليل العلمي للاجتهادات القضائية الإدارية المتعلقة بالجماعات الترابية**

Source:http://opac.bnrm.ma:8000/cgi-bin/gw_2011_1_4_4/chameleon?sessionid=2017122514291416681&skin=bnrm&lng=ar&inst=consortium&host=localhost%2b1111%2bDEFAULT&patronhost=localhost%201111%20DEFAULT&search=FREEFORM&searchid=9&function=CARDSCR&sourcescreen=INITREQ&pos=4&itempos=1&rootsearch=KEYWORD

صورة الغلاف غير متوفرة

- **المؤلف :** اليعكوبي، محمد
- **الناشر/الناسخ :** جامعة محمد الخامس
- **تاريخ النشر :** 2017
- **عدد الصفحات :** 189 ص.
- **ردمك :** 9789954382660

- **القانون الإداري :** الإدارة المركزية بالمغرب : الأسس العامة للتنظيم

Source:http://opac.bnrm.ma:8000/cgi-bin/gw_2011_1_4_4/chameleon?sessionid=2017122514291416681&skin=bnrm&lng=ar&inst=consortium&host=localhost%2b1111%2bDEFAULT&patronhost=localhost%201111%20DEFAULT&search=FREEFORM&searchid=7&function=CARDSCR&sourcescreen=NEXTPAGE&pos=46&itempos=1&rootsearch=KEYWORD

صورة الغلاف غير متوفرة

- **المؤلف :** الغيوبي، الشريف
- **الناشر/الناسخ :** [دن]
- **تاريخ النشر :** 2017
- **عدد الصفحات :** 143 ص.
- **ردمك :** 978-9954-28-616-6

- **القواعد** الموضوعية **للأمن العقاري** : دراسة مقارنة بين أحكام الفقه المالكي والقانون الوضعي

Source:http://opac.bnrm.ma:8000/cgi-bin/gw_2011_1_4_4/chameleon?sessionid=2017122514291416681&skin=bnrm&lng=ar&inst=consortium&host=localhost%2b1111%2bDEFAULT&patronhost=localhost%201111%20DEFAULT&search=FREEFORM&searchid=7&function=CARDSCR&sourcescreen=NEXTPAGE&pos=56&itempos=1&rootsearch=KEYWORD

https://www.lejuriste.ma/2017/01/21/%D8%A5%D8%B5%D8%AF%D8%A7%D8%B1-%D8%AC%D8%AF%D9%8A%D8%AF-%D8%A7%D9%84%D9%82%D9%88%D8%A7%D8%B9%D8%AF-%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%88%D8%B6%D9%88%D8%B9%D9%8A%D8%A9-%D9%84%D9%84%D8%A3%D9%85%D9%86-%D8%A7%D9%84/

- **المؤلف** : الصامت، فؤاد
- **الناشر/الناسخ** : منشورات مجلة الجواهر والدرر
- **تاريخ النشر** : 2017
- **عدد الصفحات** : 396 ص.
- **ردمك** : 978-9954-22-272-0

- **القانون بين النص والمفهوم :** دراسة تطبيقية : قانون التحفيظ العقاري ومدونة الحقوق العينية كنموذج

Source:http://opac.bnrm.ma:8000/cgi-bin/gw_2011_1_4_4/chameleon?sessionid=2017122514291416681&skin=bnrm&lng=ar&inst=consortium&host=localhost%2b1111%2bDEFAULT&patronhost=localhost%201111%20DEFAULT&search=FREEFORM&searchid=7&function=CARDSCR&sourcescreen=NEXTPAGE&pos=47&itempos=1&rootsearch=KEYWORD

https://elkanoon.blogspot.com/2017/09/blog-post_26.html

- **المؤلف :** الغوناجي، يوسف
- **الناشر/الناسخ :** مطبعة الأمنية
- **تاريخ النشر :** 2017
- **عدد الصفحات :** 191 ص.
- **ردمك :** 9789954993354

- **حدود إصلاح نظام الصفقات العمومية : وفق المرسوم 20 مارس 2013**

Source:http://opac.bnrm.ma:8000/cgi-bin/gw_2011_1_4_4/chameleon?sessionid=2017122514291416681&skin=bnrm&lng=ar&inst=consortium&host=localhost%2b1111%2bDEFAULT&patronhost=localhost%201111%20DEFAULT&search=FREEFORM&searchid=7&function=CARDSCR&sourcescreen=NEXTPAGE&pos=35&itempos=1&rootsearch=KEYWORD

https://www.lejuriste.ma/2017/02/13/%D8%AD%D8%AF%D9%88%D8%AF-%D8%A5%D8%B5%D9%84%D8%A7%D8%AD-%D9%86%D8%B8%D8%A7%D9%85-%D8%A7%D9%84%D8%B5%D9%81%D9%82%D8%A7%D8%AA-%D8%A7%D9%84%D8%B9%D9%85%D9%88%D9%85%D9%8A%D8%A9-%D9%88%D9%81%D9%82%D8%A7/

- **المؤلف :** مخلول، حفيظ
- **الناشر/الناسخ :** منشورات مجلة الحقوق : دارنشرالمعرفة
- **تاريخ النشر :** 2017
- **عدد الصفحات :** 168 ص.
- **السلسلة :** (سلسلة المعارف القانونية والقضائية ؛ 41)

- **الهيئة الوطنية للطبيبات والأطباء :** إطارها المؤسساتي وتنظيمها القانوني

Source:http://opac.bnrm.ma:8000/cgi-bin/gw_2011_1_4_4/chameleon?sessionid=2017122514291416681&skin=bnrm&lng=ar&inst=consortium&host=localhost%2b1111%2bDEFAULT&patronhost=localhost%201111%20DEFAULT&search=FREEFORM&searchid=7&function=CARDSCR&sourcescreen=NEXTPAGE&pos=52&itempos=1&rootsearch=KEYWORD

صورة الغلاف غير متوفرة

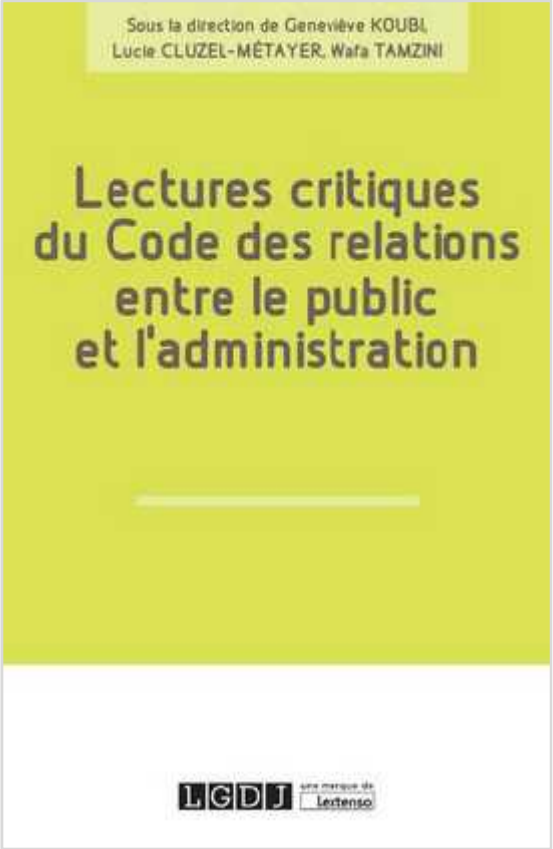
- **المؤلف :** العلوي، هاشم
- **الناشر/الناسخ :** مطبعة الأمنية
- **تاريخ النشر :** 2017
- **عدد الصفحات :** 230 ص.
- **ردمك :** 2-856-39-9954-978

- Editions étrangères

  - ✓ Livres

Õ **Lectures critiques du Code des relations entre le public et l'administration**

Source :http://www.lextenso-editions.fr/ouvrages/document/233817466



- **Editeur :** L.G.D.J
- **Date de parution :** 01/2018
- **Nombre de pages :** 238 p.
- **Collection :** Hors collection
- **ISBN :** 978-2-275-05513-8

Présentation de l'éditeur (extrait) :

Les Lectures critiques du Code des relations entre le public et l'administration en proposent une approche originale. Elles s'appuient sur les différents discours sur la réforme de l'État, la modernisation de l'administration, la recomposition des services publics…

- **Le droit administratif répressif, fiscal et indemnitaire**

Source :https://www.larciergroup.com/fr/le-droit-administratif-repressif-fiscal-et-indemnitaire-2017-9782807903609.html

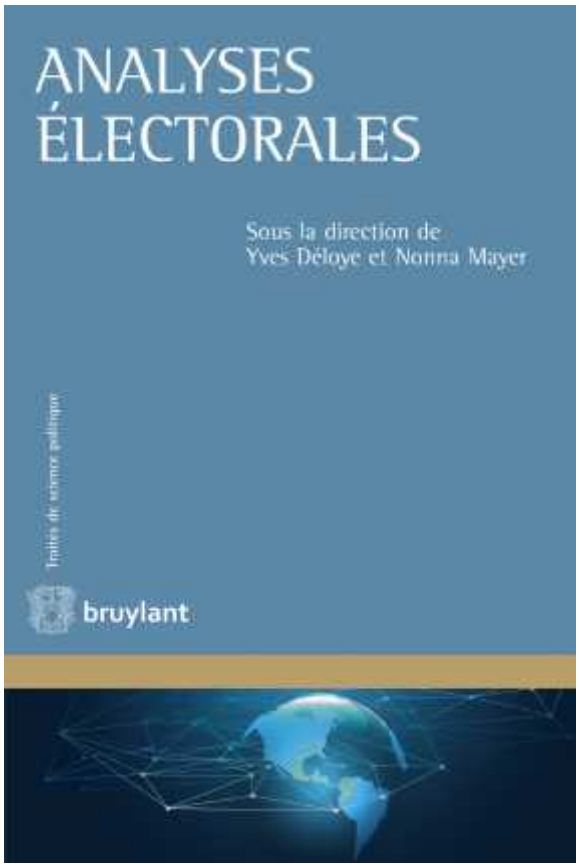
- **Auteur (s) :**
  - **Sous la coordination de** : Tulkens, François
- **Editeur :** Larcier
- **Date de parution :** Décembre 2017
- **Nombre de pages :** 184 p.
- **ISBN :** 9782807903609

Présentation de l'éditeur (extrait) :

L'effervescence du droit administratif n'est plus à démontrer. Cet ouvrage a pour objectif de traiter de domaines considérés, mais à tort, comme plus éloignés du cœur de la matière…

- **Analyses électorales**

Source :https://www.larciergroup.com/fr/analyses-electorales-2017-9782802755715.html



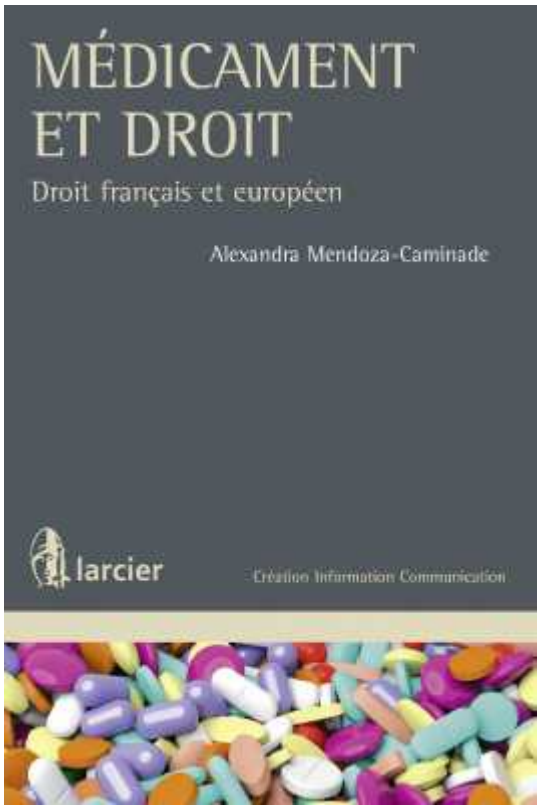
- **Auteur (s) :**
  - **Sous la direction de** : Yves Déloye et Nonna Mayer
- **Editeur :** bruylant
- **Date de parution :** Juin 2017
- **Nombre de pages :** 1026 p.
- **ISBN :** 9782802755715

Présentation de l'éditeur (extrait) :

Rassemblant les contributions de spécialistes des questions électorales originaires de Belgique, France et Suisse, ce premier tome des Traités de science politique a pour ambition de dresser un bilan comparatif des travaux existants dans le domaine des analyses électorales et de pointer leurs avancées…

- **Médicament et droit :** Droit français et européen

Source :https://www.larciergroup.com/fr/medicament-et-droit-2017-9782804481148.html



- **Auteur :** Mendoza-Caminade, Alexandra
- **Editeur :** Larcier
- **Date de parution :** Novembre 2017
- **Nombre de pages :** 302 p.
- **ISBN :** 9782804481148

Présentation de l'éditeur (extrait) :

Porteur d'une croissance importante, le marché des médicaments représente des enjeux considérables aux niveaux économique, politique et social.

Aussi, les États interviennent selon des degrés et des modalités diverses pour contrôler cette industrie. Souvent envisagé dans le cadre du droit public à la santé, le médicament est ici analysé de manière autonome…

- **Règlement européen sur la protection des données :** textes, commentaires et orientations pratiques

Source :https://www.larciergroup.com/fr/reglement-europeen-sur-la-protection-des-donnees-2017-9782802759676.html

- **Auteur (s) :**
  - **Sous la direction de** : Bensoussan, Alain
- **Edition** : 2ème éd.
- **Editeur :** bruylant
- **Date de parution :** Novembre 2017
- **Nombre de pages :** 772 p.
- **ISBN :** 9782802759676

Présentation de l'éditeur (extrait) :

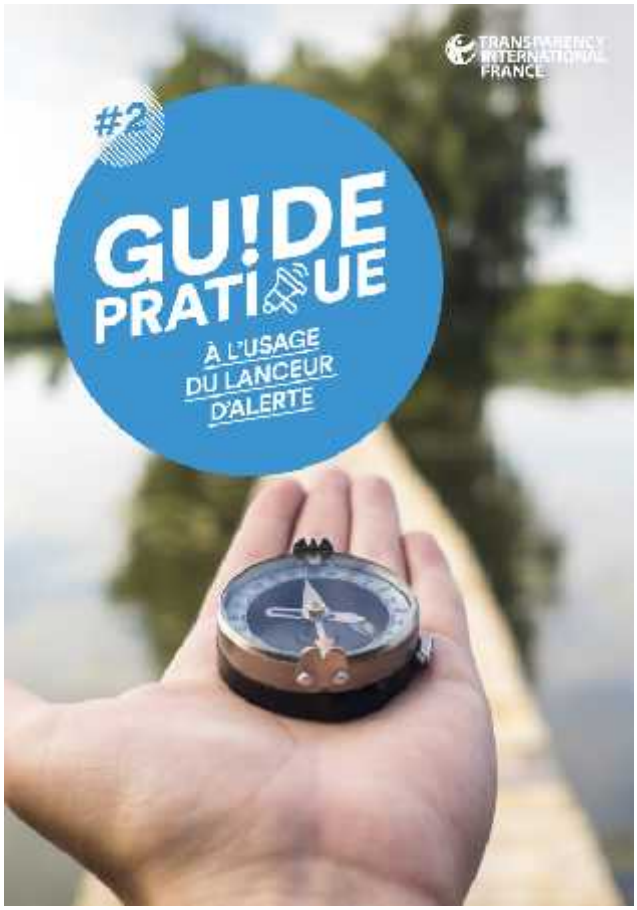
Le Règlement européen sur la protection des données, adopté le 27 avril 2016 et qui sera directement applicable dans l'ensemble des États membres de l'Union européenne le 25 mai 2018, va profondément modifier les règles relatives à l'environnement digital des entreprises…

Guide pratique à l'usage du lanceur d'alerte

Source :http://www.boursorama.com/actualites/comment-devenir-un-lanceur-d-alerte-transparency-publie-un-guide-pratique-992eb04f4ddcd707d05439a43ae8413f

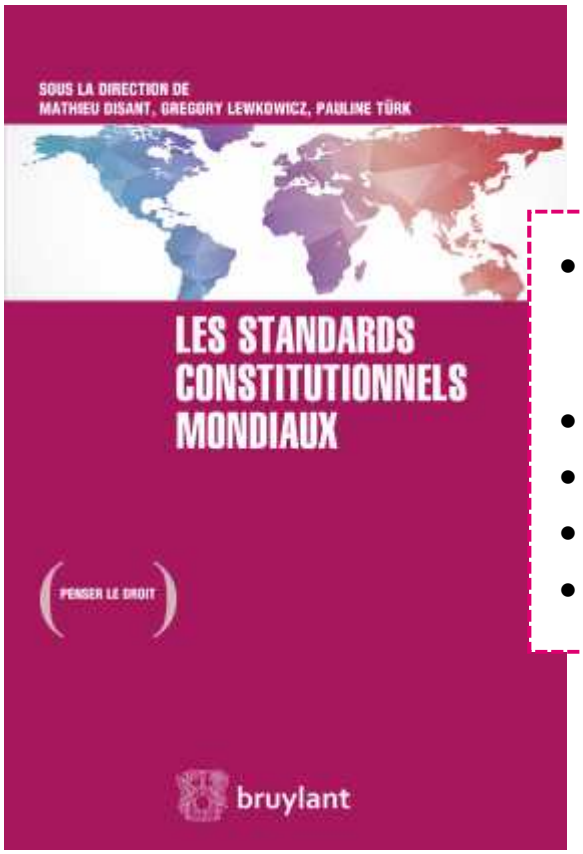
Il y a un an, la France s'est dotée d'un régime de protection des lanceurs d'alerte parmi les plus avancés en Europe (loi dite Sapin 2). Pour autant, un citoyen ou salarié mal informé de ses droits et obligations peut commettre des erreurs irréparables en lançant l'alerte et perdre la protection garantie par la loi…

https://transparency-france.org/wp-content/uploads/2017/12/Guide-lanceur-dalerte2-2017-1.pdf



- **Les standards constitutionnels mondiaux**

Source :https://www.larciergroup.com/fr/les-standards-constitutionnels-mondiaux-2017-9782802754442.html



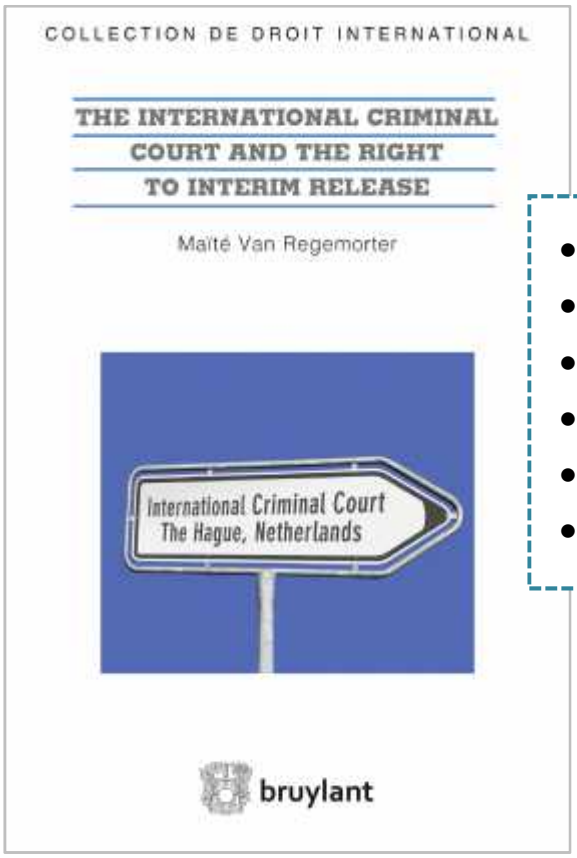
- **Auteur (s) :**
  - **Sous la direction de** : Mathieu Disant, Gregory Lewkowicz, Pauline Türk
- **Editeur :** bruylant
- **Date de parution :** Novembre 2017
- **Nombre de pages :** 482 p.
- **ISBN :** 9782802754442

Présentation de l'éditeur (extrait) :

De la diffusion mondiale du constitutionnalisme à l'encadrement international des processus constituants, le droit constitutionnel est en pleine ébullition. La doctrine ne s'y est d'ailleurs pas trompée en examinant avec la plus grande attention les transformations du droit constitutionnel dans un monde juridique en voie de globalisation…

õ The International Criminal Court and the Right to Interim Release

Source :https://www.larciergroup.com/fr/the-international-criminal-court-and-the-right-to-interim-release-2017-9782802759706.html



- **Auteur :** Van Regemorter, Maïté
- **Editeur :** bruylant
- **Date de parution :** Décembre 2017
- **Nombre de pages :** 254 p.
- **Collection :** Collection de droit international
- **ISBN :** 9782802759706

Présentation de l'éditeur (extrait) :

Does a person accused of genocide, crimes against humanity or war crimes before the International Criminal Court (**ICC**) enjoy the same human rights as a person accused of the same crimes before a national jurisdiction? In other words, to what extent does the **ICC** have an obligation to respect human rights of a suspect or accused person and, if so, can it do so?…

- **أخلاقيات التواصل في العصر الرقمي :** هبرماسأ **نموذجا**

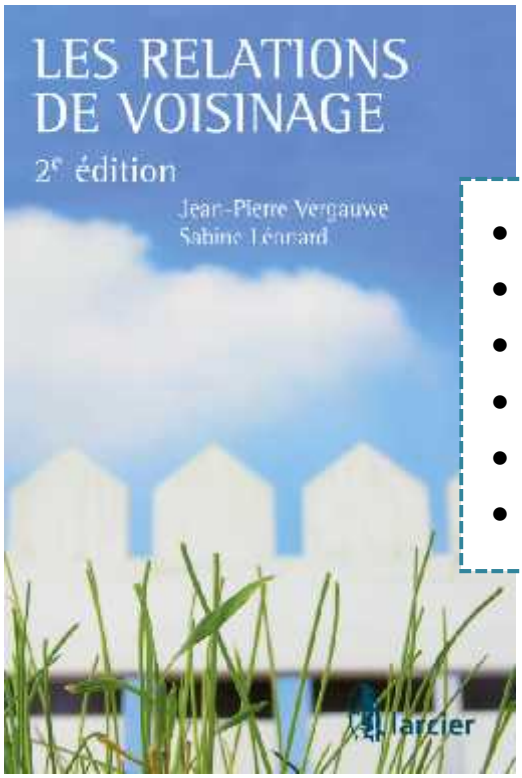
Source :http://catalog.fondation.org.ma:81/uhtbin/cgisirsi.exe/?ps=2ggzNNwC1V/BC/80550024/9

https://www.annahar.com/article/715441-%D8%A3%D8%AE%D9%84%D

- **المؤلف :** ملكاوي، أسماء حسين
- **تقديم :** جدعان، فهمي
- **الناشر :** المركز العربي للأبحاث ودراسة السياسات
- **تاريخ النشر :** 2017
- **عدد الصفحات :** 256 ص.

Ô Les relations de voisinage

Source :https://www.larciergroup.com/fr/les-relations-de-voisinage-2017-9782804480868.html



- **Auteur (s) :** Léonard, Sabine ; Vergauwe, Jean-Pierre
- **Edition :** 2ème éd.
- **Editeur :** Larcier
- **Date de parution :** Décembre 2017
- **Nombre de pages :** 358 p.
- **ISBN :** 9782804480868

Présentation de l'éditeur (extrait) :

Votre voisin : son chien, ses arbres, ses cris, son barbecue, sa tondeuse, sa nouvelle construction, son activité et en un mot, lui-même et les siens, sont autant de pierres dans votre jardin, empêcheurs de profiter de votre propriété, gêneurs dans la jouissance pourtant légitime de votre droit subjectif de propriétaire…

• Nouveautés numériques

• Nouveauté nationale

✓ Application mobile

Ô « Santé Sexuelle et Jeunes », la nouvelle application mobile made in Morocco

Source :http://femmesdumaroc.com/actualite/sante-sexuelle-et-jeunes-la-nouvelle-application-mobile-made-in-morocco-37021 (page consultée le 07/12/2017)

L'Organisation Pan Africaine de Lutte contre le Sida (OPALS) Maroc vient de lancer l'application pour mobile « Santé Sexuelle et Jeunes ». Un coup d'envoi donné à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le Sida le 1er décembre…

https://www.facebook.com/OpalsMaroc/photos/pcb.819362568188838/819361071522321/?type=3&theater

- Nouveautés étrangères

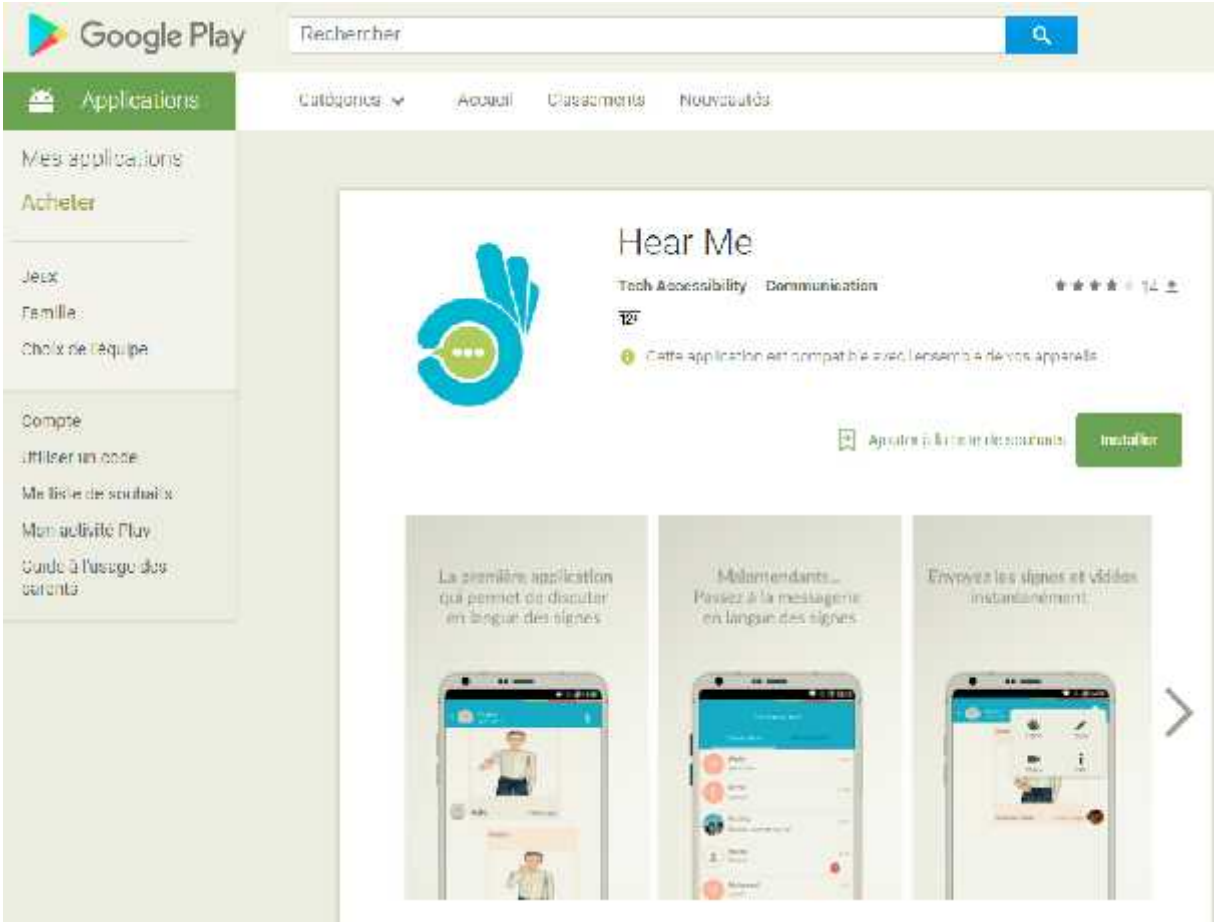
✓ Applications mobiles

Ô Tunisie - Hear Me : pour que sourds et malentendants puissent communiquer sur mobile

Source :https://www.realites.com.tn/2017/12/hear-me-sourds-malentendants-puissent-communiquer-mobile/ (page consultée le 01/12/2017)

80% des sourds et des malentendants n'ont pas accès à l'information, selon un rapport publié par la Fédération Internationale des Sourds. C'est à partir de ce constat que *Tech Accessibility*, start-up tunisienne, a conçu l'application mobile *Hear Me*. Concrètement, selon le CEO de la start-up, Nour Ben Yahia, il s'agit d'une messagerie instantanée visant à simplifier la communication et l'accès à l'information…

https://play.google.com/store/apps/details?id=com.techaccessibility.hearme

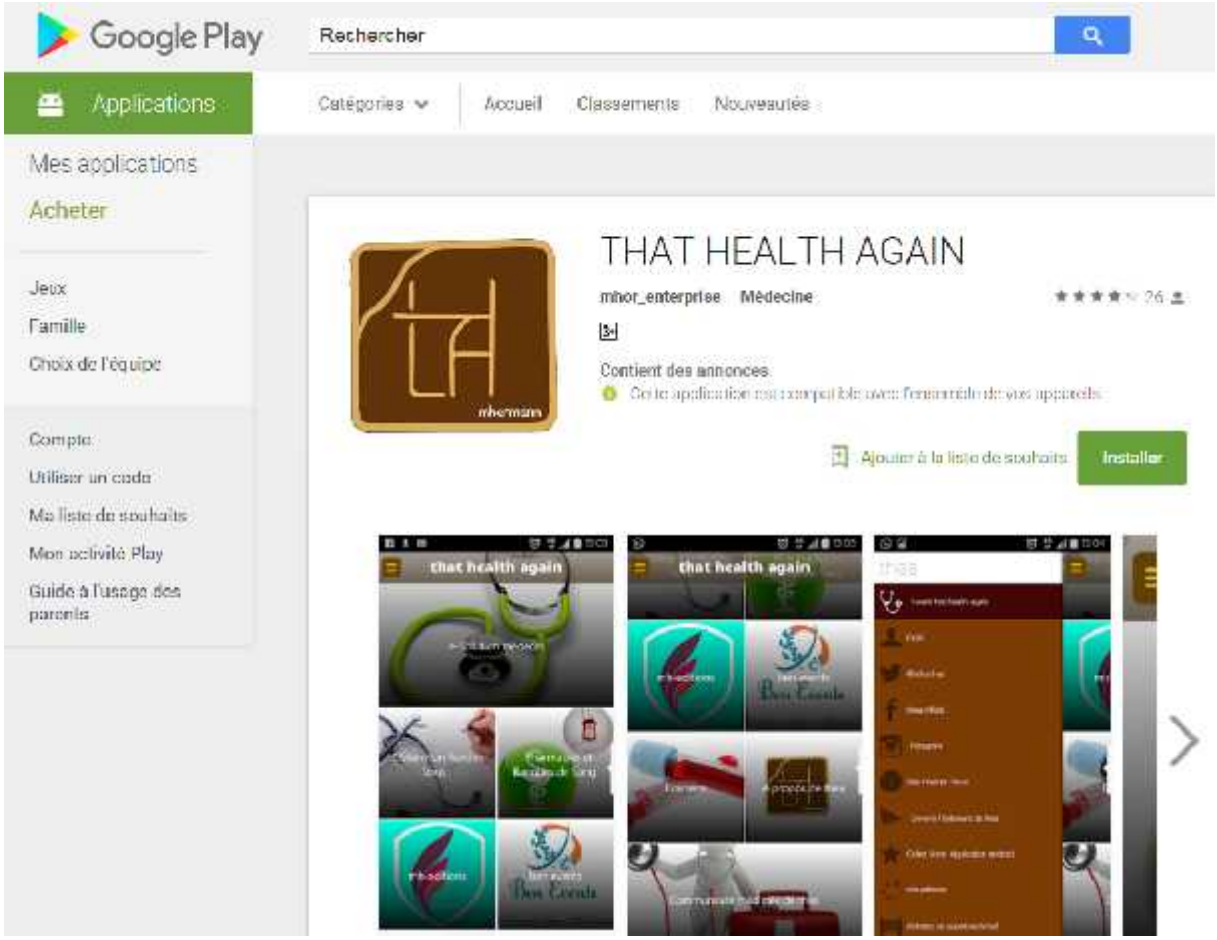


Ō Tech : une nouvelle application de télémédecine au Cameroun

Source :https://www.journalducameroun.com/sante-nouvelle-application-de-telemedecine-cameroun/ (page consultée le 06/12/2017)

Une plateforme dédiée à la télémédecine vient de faire son entrée dans l'univers de la médecine au Cameroun. Il s'agit de l'application mobile **Thea** (en anglais, That Healthagain), du Camerounais Eloi Hermann MonkamTsokam. Elle a pour objectif de remédier à l'insuffisance de médecins et d'infrastructures…

https://play.google.com/store/apps/details?id=com.mhor.thea&hl=fr



✓ Film documentaire web

Côte d'Ivoire - Corruption en milieu scolaire : un film documentaire pour lutter contre ce fléau

Source :https://www.fratmat.info/index.php/societe/corruption-en-milieu-scolaire-un-film-documentaire-pour-lutter-contre-ce-fleau (page consultée le 17/12/2017)

Lutter contre la corruption et la tricherie en milieu scolaire, c'est ce que vise le Réseau ivoirien des jeunes leaders pour l'intégrité (Rijli), à travers la conception et la diffusion d'un mini documentaire web s'inscrivant dans le projet intitulé : « *Transparence et redevabilité pour une éducation de haute qualité en Afrique de l'Ouest* »…

https://www.facebook.com/rijliAnticorruption/photos/a.762699750417231.1073741828.762133480473858/1713749138645616/?type=3&theater

✓ Site Web

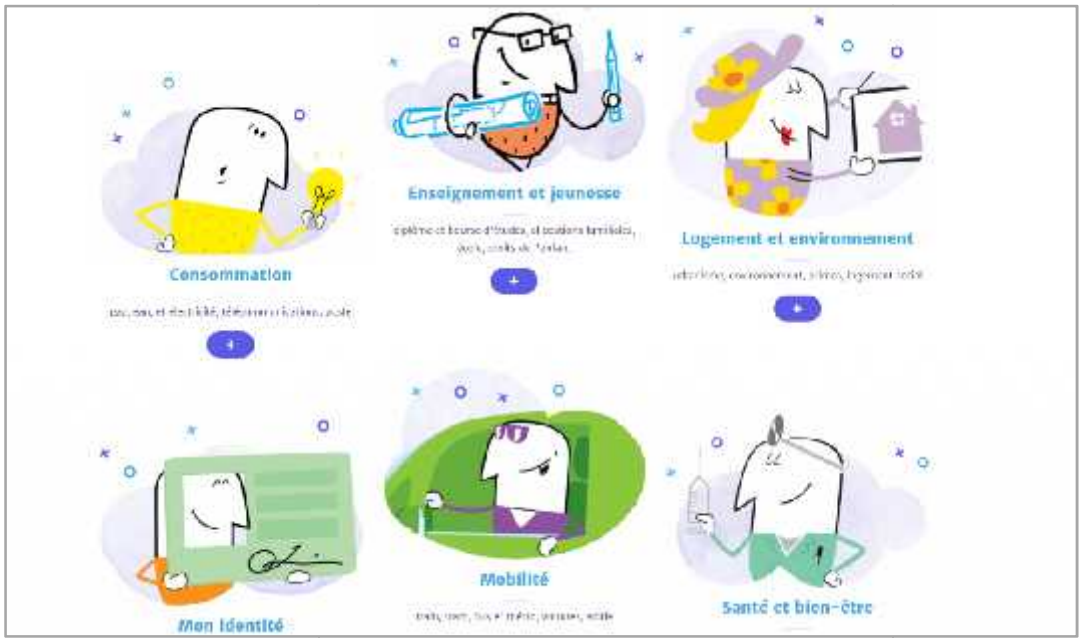
Belgique - Médiateur fédéral : Le nouveau site www.ombudsman.be vous guide vers le bon ombudsman

Source :http://www.federalombudsman.be/fr/content/le-nouveau-site-wwwombudsmanbe-vous-guide-vers-le-bon-ombudsman (page consultée le 18/12/2017)

Lorsque vous êtes confronté à un problème, il n'est pas toujours simple d'identifier la personne qui pourra le résoudre.

Initiative du réseau des médiateurs et ombudsmans, le site www.ombudsman.be vous facilite la tâche…

https://www.ombudsman.be/



Bulletin
De Veille
Documentaire

Directeur du Bulletin

M. Abdelaziz Benzakour
Médiateur du Royaume

Membres

M. Mohamed Lididi
Secrétaire Général de l'Institution

M. Mustapha Ismaili
Chef de la Section du Traitement Informatique, des Statistiques et de la Documentation

Coordination

Mme Meryem El Houari
Chef de l'Unité de Gestion des Archives et de la Documentation

Réalisation

Mme Meryem El Houari
Mme Narjis Piro
Mme Nada Elkharij
Mme Asmae Chouia

Collaboration

M. Hicham Bayahya
Ingénieur d'Application